

TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LA GAZETTE DES TRIBUNAUX (29^e ANNÉE JUDICIAIRE).

Du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1855.

NOTA. Cette TABLE est divisée en cinq parties. La première comprend les Questions de droit et les Faits. — La seconde les Noms de lieux et de personnes. — La troisième les Sociétés commerciales. — La quatrième les Faillites. — Enfin la cinquième et dernière partie contient la Nomenclature des ouvrages dont il a été rendu compte ou des articles dits Variétés qui ont été insérés dans le journal pendant l'année 1855. Les dates des jours et des mois qui suivent chaque mot de matière et chaque nom de lieu et de personne, sont celles des numéros de la Gazette où l'on trouve les renseignements que l'on désire sur les matières, les lieux et les personnes qui sont l'objet de la recherche.

Première Partie.

QUESTIONS DE DROIT ET FAITS.

A

Abordage. En cas d'abordage entre deux navires, lequel des deux doit supporter la responsabilité des avaries? 18 fév. — Les Tribunaux de commerce sont-ils compétents pour statuer entre commerçants sur des faits d'abordage? 23 août? — V. *Accident*.

Abus de confiance. Lorsque l'existence du dépôt est niée, la preuve du dépôt même doit-elle être faite préalablement conformément aux règles du Code Napoléon, avant d'admettre l'action criminelle? 18 nov.

Académie de législation de Toulouse. Sujets de prix, 24 juil.

Accident. L'article 1385 du Code Napoléon, qui rend responsable le propriétaire d'un animal d'un accident causé par lui est-il applicable à l'accident arrivé à celui auquel le propriétaire en a confié la garde? 2 février. — Jeune homme qui se noie en tombant de l'échelle du quai Saint-Michel, 30 juil. — Explosion d'une machine de l'Exposition universelle, 8 juil. — Explosion d'un pistolet à la suite de l'Empereur, 7 nov. — Explosion de gaz, 23, 24 juil., 7 avril, 2, 11 oct., 30 nov., 14, 18 déc. — Explosion du gazomètre de la rue de Malte, 18 avril. — Explosion d'un tube à air comprimé, 5 avril. — D'une machine à vapeur, 27 juil. — Homme asphyxié par le charbon de terre, 23 juil. — Rupture d'échafaudage, 15 août. — Homme qui tombe d'un échafaudage, 1 mai. — De cheval et qui se tue, 7 juil. — Femme brûlée par sa robe, 3, 16, 21 fév., 13 mars. — Femme écrasée par une voiture, 9 janv. — Mort d'un homme ivre dans un bouillon, 13 avril. — Eroulement d'un plancher sur St-Antoine, n. 85, 30 mars. — Autre à Baignolles, 9 juil. — Eroulement de maison qui tombe, 10 avril. — Chariotier tué par sa voiture, 27 janv., 7 juil. — Cheval et voiture qui tombent dans le canal St-Martin, 25 déc. — Autre dans le canal de l'Ourcq, 29 déc. — Deux ouvriers maçons asphyxiés dans une fosse d'aisance, 2 oct. — Chevaux qui se noient, 30 juil. — Enfant qui tombe dans l'eau bouillante, 11 oct. — Eroulement de rue de Sévres, 4 avril. — Rue St-Antoine, 55, 6 juil. — A La Chapelle, 3 oct. — Tombant d'un échafaudage, 24 mai, 21 juil., 4 sept. — Chute de quatre ouvriers dans un puits, 22 mai. — 2 juil. — Voiture qui culbute, quai Jemmapes, 23 août. — Bateau qui sombre en Seine, 15, 17 mars, 14 juil. — Noyade de baigneurs, 3 juil., 19 août. — Accident de chaise à St-Valery, 2 oct. — Mort causée à la Charité par les émanations de cuves de vin en fermentation, 21 oct. — Catastrophe en mer près de Quimper, 8 sept. — Eroulement, un puisatier à Bayeux, 6, 9, 10, 11, 16 juil. — Autre près d'Autun: six mineurs ensevelis, 12, 16 juil. — Autre près de Gany (Seine-Inférieure), 23, 24, 25, 26, 27, 31 janv. — Autre sur la route de Paris à Versailles, 21 avril. — Explosion d'une chaudière dans une fabrique à Rouen, dix ouvriers brûlés, 2 août. — Accident à Rouen chez un archangeur, 4 août. — Explosion d'un bateau à vapeur sur la Gironde, 1 juil. — Abordage de deux bateaux sur la Seine, 3 nov. — Bateau qui sombre dans la Saône, 11 janv. — Prés la ville du Blanc, 24 mai. — Cheval qui s'emporte à Tourcoing, 29 sept. — Voiture qui verse sur la route d'Orbec, 11 juil. — Sur celle de Lyon à Turin, 27 juil. — Explosion du générateur d'une machine à vapeur, 1 juil. — D'un appareil centrifuge dans une raffinerie à Marseille, 16 déc. — Eroulement d'une filature à Munster, 14 août. — Sauvetage à Etretat, 11 oct. — Eroulement d'une maison à Conantre, 18 déc. — Horloger blessé à Marseille par le marteau d'une horloge qui lui tombe sur la tête pendant qu'il la répare, 10 avril. — A St-Amand (Nord), chute d'un pont-levis, 5 oct. — Homme frappé de la foudre à St-Remy (Saône-et-Loire), 24 août. — Accident aux courses de Segré, 8 sept. — A Nîmes, deux personnes noyées dans un établissement de bains froids, 14 juil. — Plancher qui s'éroule sous le pape à Rome, 15 avril. — V. *Chemin de fer, Enfant*.

Acquiescement. Celui à un jugement résulte-t-il du paiement des frais? 3 janv. — *Quid* de la signification d'un jugement? 17 oct. — A-t-il besoin comme le désistement de la signification d'un jugement? 5, 17 oct.

Acte authentique. Quelle loi lui est due? *Quid* quand l'acte passé dans la forme notariale, signé des parties, n'est pas revêtu de la signature du notaire? la forme notariale peut-elle suppléer au défaut de plusieurs originaux au cas de contrat synallagmatique? 21 nov.

Acte de commerce. L'est-il le fait d'acheter pour les revendre les bois coupés ou à couper? 23 mai. — *Quid* du cautionnement d'une dette commerciale par un non commerçant? 31 août.

Acte de l'autorité publique. Lorsqu'un acte est illégal, un citoyen peut-il se refuser à obéir, ou doit-il au préalable obéir, sauf recours à l'autorité compétente? 30 mars.

Action civile. L'action civile devant le Tribunal correctionnel existe-t-elle au profit de la personne qui a emprunté sur gages contre l'individu poursuivi pour délit de tenue d'une maison de prêt sur gages sans autorisation? 18 mars.

Action industrielle. En cas de perte, le propriétaire peut-il les revendiquer si, pour les acquérir, il ne s'est point servi d'un agent de change? 2 déc. — En cas de vol, les actions peuvent-elles être revendiquées? Le Sous-Comptoir des chemins de fer est-il affranchi des conséquences du principe établi par l'art. 2279 du Code Nap.? L'agent de change chargé de les vendre peut-il, en cas d'avis donné du vol par la voie de la publicité, être appelé en garantie? 21 déc.

Action possessoire. Peut-elle y donner lieu la jouissance pendant un an d'une conduite d'eau? 6, 21 déc. — Pour pouvoir exercer l'action en complainte, faut-il qu'il y ait préjudice connu au fait de possession partielle? 21 juil. — Quand y a-t-il lieu à l'action en réintégration? 20 juil. — Le propriétaire qui a fait sur son fonds des travaux pour intercepter les eaux pluviales qui y coulaient par suite des orages, et qui les a ainsi rejetés sur le fonds de son voisin, peut-il être assigné par la voie possessoire au nom de ce dernier? 2 mars. — L'autorisation administrative de bâtir une usine, sur un cours d'eau d'un an, est-elle en possession de dériver, avec l'autorisation du génie militaire, une certaine quantité de l'eau contenue dans le fossé d'une place de guerre, contre le propriétaire supérior qui diminue le volume des eaux en pratiquant une saignée au canal d'irrigation? 7 mars. — Question de cumul du possesseur et du pétitoire, 29 nov., 1, 5, 13 déc.

Action rédhibitoire. En est-il déchu celui qui ne l'a pas intentée dans le délai fixé par la loi du 20 mai 1838? 21 déc.

Adjudication. Des terrains du boulevard des Capucines et de la rue Neuve-du-Luxembourg, 19 avril. — Faite à deux personnes, est-elle indivisible? 16 mai.

Adoption. Le droit de retour aux descendants de l'adoptant des choses données à l'adopté est stipulé par l'art. 351 du Code Nap. Cette expression de descendants s'applique-t-elle aux enfants adoptifs de l'adoptant? 15 fév.

Adultère. Le mari peut-il constituer un mandataire à l'effet de soutenir sa plainte? 27 juil., 2 sept., 24 nov. — Le mari qui a toléré la mauvaise conduite de sa femme peut-il la poursuivre pour délit d'adultère? *Quid* du ministère public? 3 oct. — La femme complice du délit d'adultère commis par le mari est-elle passible des peines prononcées par les art. 59, 60 et 339 du Code pénal? 17 nov. — Le colonel Charas et madame la générale X..., 13, 20 mai, 24 juil. — Affaire devant le Tribunal d'Épernay, 30 oct. — Caractère de l'adultère d'après la législation anglaise, 8 mars. — V. *Etranger*.

Affiches. Un restaurateur d'affiches, 8 déc.

Affouage. Comment s'exerçait l'affouage dans l'ancien droit? 14 sept.

Agent d'affaires. La dette d'un agent d'affaires envers un hoisier pour actes significés constitue-t-elle une dette commerciale? 19 janv. — Les Tribunaux peuvent-ils réduire les honoraires convenus à l'avance entre le mandataire et le mandant? 8 fév., 19 avril.

Agent de change. Est-il responsable des placements faits pour son client? 17 mai. — Peut-il remettre le produit d'une négociation au porteur d'une procuration en blanc? 11 juil. (En d'autres termes, le porteur d'une procuration en blanc est-il un mandataire?) — V. *Actions industrielles, Jeu de Bourse, Officier ministériel*.

Agrégés. Après des Facultés de droit. Arrêté ministériel à ce sujet, 29 déc.

Ajournement. Comment doit se déterminer le délai de distance de l'art. 73 du Code de procédure civile pour ceux qui demeurent au-delà du cap de Bonne-Espérance? Faut-il avoir égard aux distances géométriques ou seulement à la distinction des pays pour lesquels il est ou il n'est pas nécessaire de doubler le cap? 18 déc.

Alcools et esprits Nord. S'y applique-t-il le décret du 25 août 1844 qui prohibe la distillation des grains, féculés, etc.? 11 janv.

Algérie. L'ordonnance générale du 11 octobre 1844, à l'effet de régler la propriété en Algérie, s'applique-t-elle à la province de Constantine? 20 juil. — Y a-t-il nullité lorsque l'acte d'appel n'a pas été signifié séparément à la femme séparée? 3 janv. — Est-ce au propriétaire actuel ou au vendeur que profite la remise et la réduction des rentes domaniales en Algérie prononcées par le décret du 22 fév. 1850? 24 juil. — Est-ce une prescription acquiescive *brevis temporis* la déchéance établie par l'art. 7 de l'ordonnance du 11 octobre 1844? 11 déc. — Est-il légal et obligatoire l'arrêté du gouverneur-général qui interdit, ailleurs que sur les marchés, la vente des grains, et ce à peine d'amende et de confiscation? 16 fév. — L'art. 336 du Code d'instruction criminelle est-il applicable aux Cours d'assises en Algérie? 29 juil. — D'après le décret du 19 août 1854, les Cours d'assises en Algérie doivent-elles statuer distinctement, à peine de nullité, sur le fait et sur le droit? 24, 30 mars, 6 avril, 4, 12 mai. — Doivent-elles apprécier les irrégularités commises dans l'instruction? 21 juil. — Lorsque la décision est contraire à l'accusé, doit-elle déclarer que cette décision est prise à la majorité? 24 mars. — Question de droit de citation en Algérie, 5 déc. — Rixe entre les tirailleurs indigènes et la population juive, 30 mai. — V. *Contrainte par corps, Privilège du Trésor public*.

Aliéné. L'aliéné qui commet un crime peut-il être condamné personnellement à des dommages-intérêts? 1 avril.

Aliments. Est-elle valable la transaction qui a pour objet de renoncer au droit de demander des aliments? 4 oct.

Alluvions. Devent-elles y être assimilées les portions de terre violemment séparées du domaine dont elles font partie par une crue subite d'eau, ou bien le propriétaire du domaine envahi peut-il les revendiquer au propriétaire riverain? 12 déc.

Ameublement. Cette clause doit-elle être stipulée en termes exprès dans le contrat de mariage ou peut-elle se présumer? 15 novembre.

Angleterre. V. *Adultère, Justice anglaise*.

Antichrèse. L'antichrèse a-t-il un droit de préférence sur l'immeuble donné en nantissement et qui n'est plus en sa possession? 12 juil. — L'antichrète créancier doit-il supporter les charges nouvelles? 17 oct.

Apoplexie foudroyante. Un homme âgé dans le bureau des passeports à la préfecture de police, 10 août.

Appel. Peut-on interjeter appel d'une décision du bénéficiaire de laquelle celui qui l'a obtenue s'est départi? 12 juil. — *Quid* du jugement qui statue sur l'opposition d'un notaire à une taxe de frais faite par le président? 1 août. — *Quid* d'un jugement autorisant à faire interroger sur faits et articles? 28 juil. — *Quid* d'une ordonnance de référé relative à une saisie conservatoire? 5 juil. — *Quid* de celle qui prescrit les mesures de saisie en matière de contrefaçon? 10 juil. — Est-il recevable l'appel d'un jugement non exécutoire par provision interjeté dans la huitaine de la prononciation de ce jugement? 4 janv. — *Quid* de l'appel pour incompétence d'un jugement du Tribunal de commerce? 13 oct. — Est-il recevable l'appel interjeté par l'héritier plus de trois mois après qu'il a pris qualité? *Quid* si le délai pour faire inventaire et délibérer n'est pas expiré? 4 janv. — *Quid* de l'appel interjeté plus de trois mois après le jugement, mais dans un délai de trois mois à partir de la découverte d'un dol personnel prétendu? 20 fév. — *Quid* de celui interjeté après que la sentence attaquée a reçu son exécution par la voie de la contrainte par corps? 9 nov. — Le juge d'appel peut-il prononcer la condamnation solidaire à l'aumône et aux frais lorsqu'il n'y a pas eu appel du ministère public et de la partie civile? 21, 22 juil. — L'appel d'un jugement qui a repoussé une demande en interdiction fait-elle revivre les mesures provisoires prises à l'égard de l'intimé dans le courant de l'instance? 13 oct. — Est-il susceptible d'appel le jugement qui statue sur une contestation ayant pour objet l'existence même de l'hypothèque de la société du crédit foncier? 4 fév. — *Quid* du jugement qui rejette une demande en collocation par privilège d'une somme inférieure à 1,500 fr. sur un cautionnement de 1,000 fr.? 12 oct. — *Quid* du jugement qui ordonne l'admission provisionnelle au passif d'un créancier? 19 oct. — La non-recevabilité de l'appel principal entraîne-t-elle celle de l'appel incident? 4 janv. — En matière d'ordre l'appel interjeté dans les délais par des parties produisant profit-t-il aux autres parties qui ne sont plus dans les délais pour le faire? 13 avril. — Lorsqu'un individu pour interjeter appel s'adresse à l'assis-

tance judiciaire et que cette assistance lui est accordée après les délais, l'appel qu'il forme alors est-il recevable? 10 janv. — Le désistement de l'appel peut-il être signifié par acte d'avoué? 19 janv. — Celui de l'appel principal annule-t-il l'appel incident? 23 janv. — Une exception contre une demande peut-elle être présentée pour la première fois devant la Cour? 16 sept. — Questions de demande nouvelle, 30 mars, 12 avril, 17 mai, 29 sept. V. *Algérie, Conseil judiciaire, Directeur des domaines, Tutelle*.

Appel au criminel. En matière correctionnelle l'appel incident est-il recevable? 19 mai. — En cette matière l'appel doit-il, à peine de nullité, être interjeté au greffe? 13 juil. — Quel est le caractère du jugement d'un Tribunal d'appel qui, saisi par l'appel d'un jugement incident, infirme ce jugement, et, au lieu d'évoquer, renvoie la cause et les parties devant le Tribunal inférieur? 7 janv. — Observations du président de la Cour (M. Zangiacomi) sur les appels téméraires des condamnés, 15 nov. — V. *Désistement, Tribunal correctionnel*.

Arbitrage. Est-il volontaire quand les arbitres forcés peuvent statuer comme amiables compositeurs? 17 mai, 19 déc. — L'arbitrage forcé prend-il fin par le partage des arbitres ou par le décès de l'un des parties? 17 mai. — Par quelle voie peuvent être attaquées les sentences arbitrales rendues en matière d'arbitrage forcé? 17 mai. — Un juge peut-il être arbitre? 27 janv. — *Quid* spécialement d'un juge-commissaire? 27 janv. — A-t-il droit à des honoraires? 27 janv. — Le Tribunal arbitral est-il compétent pour statuer sur une demande formée par les actionnaires fondateurs à fin de réalisation de leur apport social? 27 juil. — Peut-il faire une enquête, entendre des témoins, sans se conformer aux dispositions légales ordinaires? 10 juil. — Jusqu'à quel moment l'arbitre peut-il se récuser? 6 fév. — Est-il valable celui rendu hors les délais fixés à l'arbitrage, mais dans les délais fixés au tiers arbitrage? 31 mai. — Dans quel cas le tiers arbitre est-il tenu de se conformer à l'un des avis des autres arbitres? 2 juil.

Arbres. V. Hypothèque.

Architecte. Peut-il être admis à collocation comme privilégié quand il n'a pas rempli les formalités des art. 2103 et 2110 du Code de procédure? 19 oct.

Armée. Projet de loi sur la dotation, le remplacement et les pensions militaires, 28 janv.

Arrestation. De repris de justice à Paris, 30 janv., 24 juil., 31 oct. — D'une bande de malfaiteurs dans le quartier Saint-Denis, 19 oct. — D'une autre dans le quartier de l'Hôtel-de-Ville, 11 déc. — D'un brocanteur recelant et de ses acolytes, 22 mai. — D'un ouvrier ébéniste pour vols, 20 juil. — D'un sous-chef au chemin de fer de Lyon préposé au service de reconnaissance des marchandises, 23 mai. — De deux individus accusés de vol sur un charretier, 11 déc. — D'un malfaiteur près Trévoux, 6 juil. — De Carlites sur la frontière d'Espagne, 4 juil.

Arrêt. Est-il nul par suite de la mention, de la présence d'un magistrat sur la feuille d'audience du jour où a été prononcé un arrêt délibéré la veille en l'absence de ce magistrat? 19 janv., 25 déc. — Le magistrat qui n'a pas assisté à l'audience à laquelle a été délibéré et rendu un arrêt de partage, a-t-il pu être appelé comme dépariteur, encore qu'il ait assisté aux précédentes audiences de l'affaire? 28 mars. — V. *Pouvoir en cassation*.

Arrêté municipal. Est-il valable celui qui défend de jeter les débris et matériaux dans la rivière qui traverse la ville? 18 fév. — *Quid* pour déterminer les places des marchands dans les halles et marchés? 24 fév. — *Quid* de celui qui met à la charge des propriétaires riverains la réparation des chemins communaux? 6 janv. — *Quid* pour déterminer la taxe de la viande? 19, 27 mai, 3 juil. — *Quid* pour réglementer la police des établissements insalubres? 10 juil. — *Quid* pour déterminer l'heure de fermeture des lieux publics, cabarets, etc., 12 juil. — *Quid* pour réglementer le placardage d'affiches en ce qui concerne les officiers ministériels? 30 déc. — Le Tribunal de simple police, saisi de la connaissance d'une contravention à un arrêté municipal, peut-il, sous prétexte que cet arrêté est d'une exécution difficile, surseoir à statuer jusqu'à interprétation par l'autorité administrative? 29 sept.

Assassinat (ou tentative d') d'une femme par son mari dans le quartier Notre-Dame-de-Lorette, 30 août. — Autre rue du Faubourg-Poissonnière, 16 oct. — D'une modeste par son ancien amant, 4 déc. — Du directeur de l'École normale de Douai par un cocher de fiacre, 26 sept. — Tentative sur une jeune femme rue Beauregard, 3 mai. — Fratricide rue des Vieilles-Étuves-Saint-Martin, 6 sept. — Assassinat supposé sur un militaire libéré, 1 nov. — Simulé par une jeune fille qui se jette dans le canal et prétend qu'on a voulu l'assassiner? 25 mars. — D'une femme par son amant, rue de Ponthieu, 24 oct. — D'une fille par son père, 30 oct. — Une fruitière dans le quartier des halles, 29 août. — Sur une femme, rue de Ponthieu, 26 oct. — Jeune homme étranglé sur le territoire de Saint-Denis, 21 janv. — Parricide à Royaucourt (Oise), 7 nov. — Assassinat à Hemecourt, 15 nov. — A Neuville-en-Ferrain, 24 nov. — Triple assassinat à Saint-Lumine de Courtais, 13 avril. — Quadruple à Châteaufort-d'Isère, 25 sept. — A Gardanne, 20 juil. — Au Puy, 27 juil. — A Saint-Martin-sous-Montaigu, 12 août. — A Saint-André (Eure), 2 juil. — A Confolens (Charente), 28 juil. — A Mareuil, du curé, 27 juil. — A Orgon, 29 sept. — Prés Nemours, 30 oct. — En Espagne, près Barcelone, de vingt-trois personnes, par une bande de malfaiteurs, 14 juil. — D'une jeune ouvrière française à Barcelone, 16 mai. — Tentative d'assassinat, à Rome, sur le cardinal Antonelli, 14 juil. — V. *Cassation, Meurtre*.

Assistance judiciaire. L'individu domicilié dans une ville, siège d'une Cour impériale, qui demande l'assistance judiciaire pour interjeter appel d'un jugement devant une autre Cour impériale, peut-il s'adresser au bureau d'assistance judiciaire établi près le Tribunal de son domicile, pour l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 8 de la loi du 21 janvier 1851? 12 avril. — V. *Etranger*.

Assurance. L'indemnité produite par l'assurance est-elle un actif appartenant aux créanciers de l'assuré? 31 mai. — Lorsqu'il a été stipulé que la prime sera portable, et qu'en cas de survenance de sinistre avant le versement de la prime sans qu'il soit besoin d'aucune demande, l'assuré n'aura droit à aucune indemnité, cette stipulation doit-elle avoir son effet sans examiner si la compagnie avait négligé de prévenir l'assuré retardataire? 12 juil. — A partir de quel moment court le délai de la résiliation d'une police d'assurances motivée sur la faillite de la compagnie (dans l'espèce, une compagnie d'assurances contre l'incendie)? 19 août. — V. *Compétence*.

Assurance contre l'incendie. La compagnie qui a payé à un propriétaire incendié l'indemnité du sinistre est-elle subrogée de plein droit aux droits et actions que ce propriétaire tient de l'art. 1733 du Code Nap. contre le tiers preneur de son im-

meuble? 20 avril. — Le propriétaire, habitant une partie de sa propre maison, peut-il contracter une assurance pour les risques de vol? 20 avril. — Lorsqu'en cas d'incendie survenu après défaut de paiement de la prime, la compagnie réclame le paiement de la prime au lieu de demander la résiliation de la convention, est-elle censée par là renoncer à la clause pénale de la déchéance pour non paiement de la prime? 28 juil. — En cas d'assurance et de réassurance, l'indemnité due par le réassureur doit-elle être attribuée au premier assureur, et en cas de faillite de celui-ci, l'assuré a-t-il droit à autre chose qu'aux dividendes donnés par la faillite? 13 décembre.

Assurance maritime. Quand peut être fait le délaissement? 29 mars, 21 juil., 2 août, 18 déc. — *Quid* s'il y a réticence? 21 juil. — Après signification du délaissement l'assuré peut-il conclure à l'action d'avaries? 20 mai. — Au cas où l'assurance comprend l'abordage fortuit, la responsabilité de l'assureur se limite-t-elle à la réparation du préjudice occasionné aux effets mis en risque? 24 juil. — Navire marchand nolisé perdu devant Sebastopol. Question intéressante de compétence pour savoir à quelle autorité doit s'adresser le propriétaire du navire perdu pour obtenir l'indemnité, 4 août. — V. *Assurance mutuelle*.

Assurance mutuelle. La loi du 12 avril 1854 qui a élevé de 80,000 à 140,000 le contingent militaire a-t-elle eu pour effet de résoudre les contrats d'assurance, passés antérieurement à cette loi? 30 janv., 20 juil., 1, 8 août.

Assurance mutuelle. Cette société est-elle commerciale? 23 juil. — Celle sur la vie peut-elle être assignée devant le Tribunal du lieu où elle a établi une succursale? 10 mai. — Les associations d'assurances mutuelles de remplacements militaires, constituées sous la forme de sociétés anonymes, sont-elles soumises aux prescriptions de l'art. 37 du Code de commerce? 5 avril. — Une société d'assurances mutuelles (*maritime dans l'espèce*) constitue-t-elle une société commerciale entraînant la juridiction arbitrale? 2 déc. — Dans quel cas y a-t-il lieu de prononcer la résiliation d'une société d'assurances mutuelles? *Quid* lorsqu'il n'y a pas eu établissement d'un conseil général, d'un comité de surveillance, ou autres formalités prescrites par la loi? 20 juil. — En cette matière, les réticences de l'assuré sont-elles une cause de nullité? 31 mai. — Y a-t-il assurance mutuelle dans l'acte par lequel trois compagnies de transports par eau se sont garanties réciproquement contre les accidents de la navigation? 13 juil. — V. *Prescription*.

Attentat. Sur la personne de l'Empereur, 1 mai. V. *Pianori*. — Cour d'assises du Nord, 11 août et jours suiv., 22 août. — Autre attentat contre l'Empereur, 11 sept. V. *Bellemare*. — Démenti d'un nouvel attentat, 22 sept. — Poursuite contre l'auteur de cette fausse nouvelle, 12, 14 oct.

Attentat contre le gouvernement. Les ardoisiers d'Angers, 4 sept. — Débats devant la Cour d'assises d'Angers du 9 au 18 oct. pour la première catégorie d'accusés, du 18 au 23 oct. pour la deuxième catégorie. — V. *Société secrète*.

Audience. La non-constitution de la publicité est une cause de nullité. Usage du Tribunal de Montbrison à ce sujet. Cassation de plusieurs de ses jugements, 16 fév.

Audiences de rentrée. V. Cours impériales.

Autriche. Nouveau Code pénal. Dispositions sur le duel, 9 fév. — En Hongrie, les actes de brigandage (le meurtre commis dans certaines circonstances) sont jugés par l'autorité militaire, 3 mars.

Aveu judiciaire. En quel sens il est indivisible? 2 mars. — Qu'est-ce qui constitue l'aveu judiciaire? 2 août.

Avocat. Peut-il être appelé comme juge, pour compléter un Tribunal, lorsqu'il y a un juge suppléant, mais remplissant les fonctions de ministère public? 5 avril. — La partie est-elle liée par la reconnaissance du fait, que fait à l'audience son avocat? 23 octobre. — Elections à Paris, 25, 30 mars, 2 août, 25 nov. — Bâtonnier, 5 août. — Nomination des secrétaires et des stagiaires chargés des discours de rentrée, 1 août. — *Conférences*, 5, 12, 19, 26 janvier, 2, 9, 16, 23 février, 2, 9, 16, 23, 28, 30 mars, 13, 20, 27 avril, 4 mai, 15, 22 juin, 6, 13, 27 juillet. — Reprises des conférences. Discours, 14 déc. — Election de la chambre des avocats à la Cour de cassation, 26 août. — V. *Jury*.

Avortement. Le complice de la sage-femme doit-il être puni de la même peine qu'elle, bien qu'il ne soit pas revêtu d'un des caractères dont l'article 317 fait une aggravation? 17 juil.

Avoué. Viole-t-il l'art. 378 du Code d'instr. crim., le Tribunal d'appel qui, au sujet de dépositions devant être faites par des avoués ayant occupé pour les parties en cause, laisse à ces officiers ministériels une latitude formulée en ces termes: *Déclare que les témoins seront entendus sur les faits à leur connaissance, sans autre restriction ni réserve que celles qu'ils jugeront leur être imposées par les devoirs de leur profession?* 7 5 juillet. — Est-il responsable, s'il y a faute de sa part, de la perte des reprises d'une femme sur les biens de son mari? 8 août. — Est-ce devant le Tribunal civil, en audience publique ou en chambre du conseil, que doivent être portées les récusations proposées par un avoué poursuivi disciplinairement? 10 fév. — Les avances faites au procès par l'une des parties condamnées, ou de compensation à l'avoué de l'autre partie, distraction pour son assistance devant le jury d'expropriation? 16 janv. — Fait-il une procédure frustratoire l'avoué qui, sans mandat de son client adjudicataire, a signifié le procès-verbal d'adjudication aux parties sollicitantes et à leurs avoués? 30 mars. — Dans une enquête, la qualité d'avoué de la partie est-elle une cause de reproche? 13 déc. — La compagnie des avoués de Paris soucrit pour 50,000 francs de rentes à l'emprunt de 500 millions, 10 janv. — L'indemnité de 25 francs allouée à l'avoué, en matière de vente d'immeubles de mineurs, au cas où la mise à prix a été fixée sans expertise préalable, peut-elle être refusée à cet officier ministériel lorsque la mise à prix a été fixée d'après les indications du conseil de famille? 9 mai. — A-t-il droit à des vacations et à des frais de transport pour assistance aux adjudications devant notaire? 25 juillet. — Sur quel taux doivent être payés les copies d'arrêts contradictoires faites par les avoués près les Cours impériales? 12 juil. — Elections à Paris, 27, 29 août. V. *Commune, Matière sommaire, Mémoire*.

B

Bail. L'obligation imposée au propriétaire d'entretenir la chose louée en état de servir à l'usage auquel elle est destinée s'applique-t-elle à une continuation partielle de jouissance? 23

lativement aux crimes et aux délits commis à l'étranger? 15, 18, 20 sept. — Transport maritime. Législation de la République de Venezuela, 27 déc. — Affaire Stamatouli. Legs aux Français pauvres de Corfu. Question de compétence entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative, 30 déc. — V. Assasini, Autriche, Brevet d'invention, Colon de Saint-Domingue, Deux Siciles, Duel, Espagne, Exécution capitale, Extradition, Filiation, Jury, Justice anglaise, Mendicité, Meurtre, Norvège, Orgue de barbarie, Perroquets, Portugal, Prises maritimes, Prusse, Saxe-Weimar, Succession, Suède, Suisse, Tribunal d'honneur.

Excitation à la débauche. Ce délit résulte-t-il du fait d'avoir excité des jeunes filles à la débauche non seulement dans l'intérêt de ses passions mais encore dans l'intérêt de la satisfaction personnelle des passions de ces jeunes filles? 22 avril. — Question analogue, 25 août.

Excuse. L'excuse de provocation est-elle admissible en cas de coups et blessures portés à un agent de la force publique? 30 nov.

Exécuteur testamentaire. Quelles sont ses obligations? (Application de cette question au legs de liberté fait par un colon à un esclave, lequel par l'incurie de l'exécuteur testamentaire n'a recouvré sa liberté que tardivement?) 27 août.

Exécution capitale. En Californie, 25 déc. — En Espagne, d'une femme enceinte; suris à l'exécution, 3 janv. — En Hongrie, double exécution, 3 mars. — Dans les États romains, de cinq jeunes gens accusés d'avoir eu connaissance d'un assassinat politique en 1849, 12 juin.

Exposition universelle. Remise au 15 mai, 29 avril. — Entrée gratuite donnée par l'Empereur, 25 mai. — Cérémonie des récompenses: Discours de l'Empereur, 16 nov. — Statistique des entrées et des recettes, 6 déc. — Affaire contentieuse survenue à l'occasion de l'exposition: Bigilioni et Co, 2 juin.

Expropriation pour cause d'utilité publique. Le jury peut-il fixer une indemnité pour un préjudice incertain et éventuel? 4 janv. — Un juge de paix peut-il être juré? 6 fév. — La communication d'un juré avec les parties vicie-t-elle la décision? Dans quelles circonstances? 21 fév. — Y a-t-il nullité lorsque, sans qu'une cause d'empêchement soit constatée, l'un des jurés titulaires a été remplacé par un juré supplémentaire? 5 juil. — Y a-t-il nullité lorsqu'il y a contradiction entre les parties imprimées et les parties manuscrites du procès-verbal des opérations d'un jury d'expropriation? 24 mai. — Qu'il résulte de la clôture des débats le jury est transporté sur les lieux? 5 juil. — Lorsque la décision d'un jury a été cassée, le nouveau jury doit-il, à peine de nullité, être choisi dans un autre arrondissement et un autre magistrat directeur nommé? 24 mars. — Lorsque l'expropriation est poursuivie dans l'intérêt d'une commune, la notification de la liste des jurés aux expropriés est-elle nulle si elle a été faite par le maire de la commune intéressée à l'expropriation? 5 avril. — La décision est-elle nulle lorsque les offres du préfet n'ont pas été faites à l'exproprié quinze jours avant la réunion du jury? 6 fév. — Lorsque l'expropriation pour partie n'a requis l'expropriation totale qu'après l'expiration du délai de quinze jours après les offres de l'administration, le jury doit-il statuer sur l'indemnité portant sur l'expropriation totale? 17 août. — La question de savoir si une parcelle de terrain riveraine d'une voie nouvelle est ou non propre à recevoir des constructions salubres, et, par suite, est susceptible d'expropriation, est-elle de la compétence de l'administration ou de l'autorité judiciaire? 17 fév. — Lorsque le propriétaire de la maison voisine de cette parcelle offre de l'acquiescer, le directeur du jury peut-il se borner à faire fixer par le jury l'indemnité qui sera due au propriétaire à raison de l'expropriation de sa maison et prononcer l'envoi de l'administration en possession de cette maison, ou doit-il fixer alternativement l'indemnité qui sera due au propriétaire s'il est exproprié de son immeuble, celle dont il sera, au contraire, débiteur s'il est admis à conserver cet immeuble en acquérant la parcelle dont il s'agit? 22 mars. — Le principe que, quand le bail n'a pas de date certaine, l'acquéreur peut exposer le preneur, est-il applicable en matière d'expropriation? 5 janv., 18, 22 mars, 29 mai, 21 août, 12 sept. — Le propriétaire qui a été partie dans ce bail est-il franchi de l'indemnité due à son locataire à raison de la dépossession? 14 juil. — Le jury peut-il décider si une demande d'indemnité fait ou non double emploi avec une indemnité précédemment accordée? 26 avril, 2 mai. — Le locataire exproprié qui avait payé les loyers d'avance a-t-il le droit d'exiger du propriétaire la restitution de ces loyers? 27 avril.

Faillite. Après la dissolution légale de l'union des créanciers d'un failli, les cohéritiers de celui-ci, dans une succession ouverte avant la faillite, sont-ils recevables à demander que cette faillite soit ouverte et que le failli soit représenté par un nouveau syndic dans la liquidation de la succession? 5 mai. — Est-elle recevable l'opposition par intervention formée par les créanciers chirographaires à l'homologation d'une transaction consentie par le syndic de la faillite avec l'autorisation du juge-commissaire? 30 déc. — La femme du failli qui a perdu son droit de suite sur les immeubles de son mari a-t-elle également perdu son droit de préférence sur le prix? 6 juin. — Quels sont les effets de la déclaration de faillite quant aux actes d'exécution commencés contre le commerçant? 21 août. — La condamnation du failli à une peine correctionnelle pour escroquerie est-elle un obstacle à l'homologation du concordat? 16 déc. — La marchandise expédiée au commissionnaire du failli, arrivée à destination, peut-elle être revendiquée? 1 juin. — La libération du mari par l'exécution du concordat affranchit-elle, avec ses biens personnels, ceux de la communauté? 5 juin, 13 juil. — Le silence du débiteur sur ses droits hypothécaires, lors de sa production à la faillite, peut-il être assimilé à un vote au concordat? 26 juil. — La faillite du débiteur, suivie de concordat, éteint-elle l'hypothèque judiciaire accordée au créancier avant sa faillite? 4 janv. — Après la vérification et l'admission d'une créance, le syndic peut-il encore la contester pour erreur de fait? 2 mai. — La nullité des avantages faits au profit de certains créanciers, en cas de faillite, s'applique-t-elle au cas de cessation de paiement? Le débiteur lui-même peut-il invoquer cette nullité? 9 fév. — Sont-ils tellement nuls les engagements particuliers souscrits en dehors d'un concordat amiable que le failli lui-même puisse en invoquer la nullité? 16 janv. — Quel est l'effet de l'engagement pris par un failli, après son concordat, de payer à l'un de ses créanciers le montant des sommes dont il lui a été fait remise? 6 avril. — Question analogue, 25 oct. — Le refus d'homologation de concordat fait-il obstacle à ce que le failli soit ultérieurement déclaré excusable? 1 fév. — La signature du concordat par le créancier lui fait-elle perdre son hypothèque? 5 juil. — Lorsqu'un jugement a déclaré la faillite d'un négociant sans qu'il ait été formé opposition et sans qu'il en ait été interjeté appel, ce jugement est-il opposable aux tiers, et, à ce titre, fait-il obstacle à ce qu'une nouvelle faillite soit prononcée sur la poursuite d'autres créanciers que ceux qui ont obtenu le premier jugement? 4 avril. — Le dessaisissement du failli par le contrat d'union s'étend-il jus-

qu'au produit de ses travaux personnels postérieurs à la faillite? 27 juil. — Le juge-commissaire d'une faillite qui a dû présenter un rapport au Tribunal sur un différend né de la faillite est-il recevable par le failli demandeur à fin de clôture des opérations de la faillite? 1 sept. — V. Communauté conjugale, Officier ministériel, Théâtre.

Falsification des boissons. Projet de loi à ce sujet: rapport de la commission, 4 avril.

Fausse clé. Qu'est-ce, 28 avril.

Fausse nouvelle. Pour constituer ce délit, faut-il que les paroles aient été prononcées dans un lieu public? 9 fév.

Faux. Résulte-t-il de l'altération des chiffres sur des notes de fabrication remises par un ouvrier à son maître? 1 juin. — Constitue-t-elle le faux en écriture authentique la contrefaçon des signatures de deux pères de famille sur un certificat destiné à faire maintenir des militaires en état de congé provisoire? 9 fév. — Constitue-t-elle le faux en écriture de commerce l'aposition de la fausse signature de l'assuré sur un contrat d'assurance mutuelle contre l'incendie? 11 mars. — L'individu condamné pour faux et pour un crime emportant une peine plus forte peut-il être condamné à l'amende prononcée contre les faussaires? 19 mai. — Qu'il de la contrainte par corps? 19 mai. — Le faux timbre d'une maison de commerce apposé sur de faux billets, à côté de la signature contrefaite, constitue-t-il un crime distinct de celui qui résulte de la contrefaçon de la signature? 11 mars. — Faux timbres-poste, 13 mai. — Faux autographes de Goethe et de Schiller, 11 avril. — Faux en matière de consentement à mariage, 20 avril. — En matière de banque à Valence (Espagne), 16 sept. — V. Fausse nouvelle.

Faux témoignage. Est-il nul l'arrêt de mise en accusation qui ne signifie pas à l'aide de quels moyens aurait été commis le crime de provocation à faire un faux témoignage? 23 fév. — Qu'il de l'arrêt de la Cour d'assises? 2 mars.

Femme mariée. Autorisée en première instance, doit-elle être encore en appel en cas d'incident nouveau? 6 avril. — Est-elle restituible contre les engagements qui ont tourné à son profit? 25 janv. — Peut-elle contracter un engagement théâtral sans le consentement de son mari? 15 avril. — Peut-elle être contrainte, même manu militari, à réintégrer le domicile conjugal? 19 avril. — V. Donation, Dot.

Fête du 15 août. Argent consacré à secourir les familles des militaires morts en Orient, 18 juil.

Filiation. L'enfant naturel suit la condition du père s'il est reconnu, partant sa nationalité. La déclaration par le père, dans l'acte de naissance, que l'enfant n'est d'une telle, son épouse, bien que le mariage n'existe pas, équivaut à une reconnaissance, 31 oct. — Question analogue, 8 nov. — V. Colon de Saint-Domingue.

Fleurage. Ce que c'est que le fleurage? 6 déc.

Fonctionnaire public. Peut-il, pour abus d'autorité, être poursuivi sans l'autorisation préalable du Conseil d'Etat? 22 août. — Qu'il du préposé des douanes qui, dans l'exercice de ses fonctions, blesse involontairement avec son arme un autre préposé, lequel l'attaque civilement en dommages-intérêts? 12 sept. — La tentative de corruption est-elle punissable lorsqu'elle a pour but d'obtenir que le fonctionnaire public s'abstienne d'un acte de son ministère, 23 fév.

Fondation de bourse. V. Compétence.

Force majeure. Est-elle une cause d'excuse en matière de contrevention comme en tout autre matière? 2 mars. — Quand y a-t-il force majeure dissolvant les contrats, 28 juil.

Frais de justice. Quand des parties contentieuses ont cédé leurs droits en cours d'instance et que l'acte de cession a été signifié aux parties adverses, celles-ci peuvent-elles signifier le jugement aux cédants? Ne sont-ce pas là des frais frustratoires? 6 juin. — V. Ordre.

Gage. V. Connaissance.

Garde nationale. Les jugements des conseils de discipline doivent-ils être motivés à peine de nullité? 3 juin. — Dans les villes divisées en plusieurs cantons, peut-il n'y avoir qu'un seul jury de révision? 27 juil. — La formation du corps des sapeurs-pompiers peut-elle avoir lieu par incorporation forcée? 26 janv. — Qu'il des compagnies d'artillerie? 31 janv. — L'état de récidive légale peut-il résulter de faits antérieurs à la première condamnation? 10 juin.

Garde républicaine de 1848. Les anciens employés dans cette garde ont-ils droit à un grade correspondant dans l'armée? 1 août. — V. Une lettre de rectification, 4 août.

Greffiers des Tribunaux de commerce. Sont-ils obligatoires pour eux les art. 163 et 164 du Code de procédure, dont le premier prescrit la tenue au greffe d'un registre sur lequel l'avoué de l'opposant doit faire mention sommaire de l'opposition et dont le second défend l'exécution des jugements par défaut, si ce n'est sur un certificat du greffier constatant qu'il n'existe aucune opposition? 18 mars.

Guerre d'Orient. Allocation de l'Empereur à la garde impériale partant pour l'Orient, 11 janv. — Aux troupes revenant de Crimée, 30 déc. — Note du *Moniteur* sur les nouvelles données par les journaux relativement à la guerre de Crimée, 11 fév. — Circulaire aux préfets à ce sujet, 9 mars. — Décision de l'Empereur relative aux pensions des amputés dans la guerre d'Orient, 22 avril. — Démission du général Canrobert, 19 mai. — Son ordre du jour à l'armée à ce sujet, 1 juin. — Rapports du général en chef, 5 janv., 30 mars. — Manifeste de l'Empereur Nicolas, 5, 6 janv. — Sa mort, 4, 6 mars. — Rupture des fils électriques, 28 juin. — Mort de lord Raglan, 6 juillet. — Etat des pertes de l'armée française depuis le commencement de l'expédition, 11 juillet. — Enlèvement de deux officiers par des bandits près d'Athènes, 24 oct. — Intervention des autorités de San Francisco en faveur de prisonniers russes amenés dans ce port, 16 janv. — Attaque d'Eupatoria par les Russes, 2, 9 mars. — Attaque en avant de la tour Malakoff, 5, 7, 13 avril. — Reprise du bombardement, 18 avril et jours suivants. — Prise d'une place d'armes, 27 mai. — Prise du manelon Vert, 23, 27 juin. — Rapport, 26 juin. — Attaque de la tour Malakoff (repoussée), 23 juin. — Rapport du général Pelissier, 5 juillet. — Rapport de l'amiral Bruat, 4 juillet. — Autre rapport du général Pelissier, 1 août. — Prise de Malakoff et de Sébastopol, 11, 12, 13 sept. — Rapports, 26, 27 sept. — Expédition de Kertch et d'Yeni-Kalé, 29 mai, 6 juin. — Rapports officiels, 7, 14 juin. — Combat du pont de Traktir, 21, 23 août. — Rapport Pelissier, 30 août. — Autre rapport de l'amiral Bruat sur la même affaire, 31 août. — Combat de cavalerie près d'Eupatoria, 6 oct. — Rapport, 17 oct. — Expédition de Tamana, 19 oct. — Bombardement de Kinburn, 21 oct. — Rapport 25 oct. — Bombardement de Swearob, 15 août. — Rapport de l'amiral Pénaud, 19 août. — Détails, 7 sept. — Omer-Pacha force le passage de l'Ingour, 17 nov. — Explosion d'un parc d'artillerie, 20 nov.

Haute Cour de justice. Sa constitution pour l'année 1855-56, 9 nov.

Herboristes. Peuvent-ils vendre des substances médicamenteuses? 23 juin.

Homologation de liquidation. Lorsqu'il y a des mineurs, le jugement peut-il être prononcé en chambre du conseil? 17 janv.

Hongrie. Abrogation de la loi martiale, 28 juillet.

Hôtel garni. Le locataire qui tient hôtel garni a-t-il le droit de mettre une enseigne sur la façade de la maison? La location partielle de la maison à un hôtel garni est-elle pour les autres locataires un motif de résiliation? 11 janv. — V. Maison meublée, Servitù.

Huissier. Ou doit être portée sa demande en paiement de frais? 20 mai. — Le droit de transport de l'huissier autorisé à résider hors du canton doit-il se calculer à partir du chef-lieu de canton ou à partir du lieu où il réside de fait? 7 fév. — V. Officier ministériel, Prescription.

Hydrophobie. Une jeune fille aux Charvannes (Saône-et-Loire), 24 août.

Hypothèque. Peut-elle être valablement consentie en vertu d'un mandat donné par acte sous seing privé? 13 nov. — Le créancier du tuteur dont l'hypothèque est postérieure à l'ouverture de la tutelle peut-il être colloqué sur les biens du tuteur au préjudice du mineur? 11 janv. — Le créancier qui a une hypothèque spéciale sur un immeuble peut-il se faire subroger dans une hypothèque générale antérieure à la sienne? Quels sont les effets de cette subrogation? 28 mars. — Les arbres d'une pépinière sont-ils susceptibles d'être hypothéqués avec le fonds? Sont-ils susceptibles d'être immobilisés par la transcription de la saisie? 17 nov. — L'adjudicataire a-t-il qualité et intérêt pour demander la nullité et la radiation d'une

inscription hypothécaire qui grève l'immeuble acquis par lui? 21 août. — Est-elle valable l'hypothèque consentie par une femme assistée de son mari sur un immeuble dont elle a la propriété apparente, mais qui appartient réellement à son mari? 4 fév. — Lorsqu'une obligation hypothécaire a été souscrite par un mineur et qu'elle a été ratifiée par le mineur devenu majeur, la ratification dispense-t-elle, à l'égard des tiers, le créancier qui a pris inscription, en vertu de cette obligation, de renouveler son inscription? 13 nov. — La collocation dans un ordre amiable dispense-t-elle du renouvellement de l'inscription ou de celle d'office à l'égard des créanciers inscrits sur l'acquéreur? 17 août.

Hypothèque judiciaire. L'emporte-t-elle le jugement qui renvoie les cohéritiers devant un notaire pour procéder aux comptes et à la liquidation de la succession? 19 avril. — V. Faillite.

Hypothèque légale. Celle de la femme, pour les sommes provenant de donations qui lui ont été faites par son contrat de mariage, remonte-t-elle au décès du donateur? 1 mai. — La renonciation de la femme à son hypothèque au profit de l'acquéreur de l'immeuble du mari profite-t-elle aux cessionnaires du prix de vente de l'immeuble? 7 nov. — Dans quels termes doit être faite dans le contrat de mariage la restriction de l'hypothèque légale de la femme sur les biens de son mari? 10 janv. — La circonstance que la femme mariée a subrogé un tiers dans son hypothèque légale empêche-t-elle que la renonciation de la femme à la communauté et le défaut d'inventaire ne produisent leurs effets légaux? 27 juin. — La subrogation dans l'hypothèque résulte-t-elle de l'obligation solidaire de la femme? 17 août. — L'hypothèque légale de la femme sur un immeuble de la communauté s'évanouit-t-elle lorsque, par l'effet du partage, cet immeuble lui est attribué pour le remplir de ses propres aliénés? 30 mars. — Le créancier du mari et de la femme dont les droits ont été garantis par une hypothèque conventionnelle et par la stipulation, dans le même acte, d'une subrogation à l'hypothèque légale de la femme, et qui a fait inscrire cette hypothèque avec la mention de la subrogation, a-t-il dû inscrire l'hypothèque légale elle-même pour ne pas être primé par un autre créancier qui avait fait inscrire à temps l'hypothèque légale dans laquelle il avait été subrogé? 30 mars. — V. Hypothèque, Subrogation.

Impôts. Projet de loi établissant de nouveaux impôts, 4 juil. — Rapport de M. Duméril, au nom de la commission du Corps législatif, sur le projet de loi, 14 juil. — V. Taxe.

Incendie. Qu'est-ce qui constitue le crime d'incendie d'un édifice appartenant à autrui? 6 avril. — A qui incombe la preuve? 9 mai. — La responsabilité des locataires (art. 1733 et 1734 du Code Napoléon) subsiste-t-elle quand le propriétaire habite les lieux? 25 janv., 21 nov. — La présomption de faute qui existe contre le locataire vis-à-vis du propriétaire, dans le cas d'incendie des lieux loués, a-t-elle lieu pour l'acquéreur d'un fonds de commerce vis-à-vis de son vendeur? 31 mai. — Affaire des funérailles du maréchal Sébastiani aux Invalides, 24 avril. — Architecte accusé d'incendie, 2 sept. — Une scierie mécanique rue Contrescarpe, 8 sept. — La manutention militaire du quai de Billy, 20, 21 nov. — Une fabrique de ouate, 20 fév. — Une fabrique de vernis, 5 mai. — Une fabrique de camphre à Saint-Ouen, 12 juil. — Une fabrique de pianos, 28 août. — Une fabrique de produits chimiques, 26 août. — A l'Ecole lyrique (théâtre), 28 fév. — Rue Saint-Louis (au Marais), 6, 14, 17 nov. — A la Halle-aux-Draps, 26 avril. — Incendie par suite d'explosion dans une distillerie d'huile, 16 déc. — Rue Grétry, 26 avril. — Rue de la Perle, n. 9, 31 août. — Rue Mémilmontant, n. 93, 6 juil. — Dans la chapelle du couvent des sœurs de l'Adoration-Réparatrice, 10 nov. — Dix dans la même journée, 23 janv. — Chez un boulanger, rue Saint-Roch, 24 août. — Chez un bottier de la rue Tronchet, 24 fév. — Rue Rochecouart, n. 58, 24 août. — Autre, n. 35 et 37, 8 nov. — Rue Saint-Denis, n. 86, 31 mai. — Rue Delorme, n. 29, 13 juil. — Suites de cet incendie, 18 juil. — Rue des Cordeliers, n. 7, 20 mars. — A Montmartre, 15 juil. — A La Chapelle, 22 nov. — Une ferme près Boulogne, 29 mai. — A Châtillon, près Paris, 25 oct. — A Bienville, 8 juil. — Dans la maison centrale de Poissy, 10 oct. — A la Bastille (à Bordeaux), 8 mai. — Du théâtre des Variétés, à Bordeaux, 6 décembre. — Dans le bois de Meudon, 26 août, 13 août. — A Amiens (Bâtisse Maberly), 7 juil. — Au Havre: le Chevet-Havrais, 3 avril. — Un magasin de spiritueux, rue Scudéry, 31 août. — Aux eaux-bonnes, 26 juil. — Une fabrique de laines à Ribemont, 8 juillet. — A Bruxelles, du théâtre de la Monnaie, 23, 24, 25 janv. — En Norvège. Drame romantique à ce sujet, 30 mai. — La maison de force de Baden en Argovie, 25 déc. — V. Assurance contre l'incendie, Usure.

Inondation. Dans le Cher, 7 et 8 juin. — Dans l'Allier, 8 juin. — Dans la Haute-Garonne, 8 juin. — Dans la Creuse, 12 juin.

Insaisissabilité. — V. Rente sur l'Etat.

Institut. Création d'un sixième section à l'Académie des sciences, 20 avril.

Instruction criminelle. Modification de l'art. 94 du Code. Exposé des motifs, 19 janv.

Interdiction. Le défendeur qui, après jugement ordonnant une enquête sur les faits articulés, présente au juge-commissaire une requête tendant à la fixation du jour de la contre-enquête, acquiesce-t-il par là au jugement, de sorte qu'il ne puisse plus tard en interjeté appel? 4 février. — Après le jugement d'interdiction prononcé, l'administrateur provisoire a-t-il qualité pour représenter l'interdit en justice et recevoir la signification des actes de poursuites dirigées contre lui? 23, 31 janv. — Le jugement portant nomination d'un administrateur provisoire à un majeur dont l'interdiction est pourvu, peut-il être prononcé dans la chambre du conseil? 24 juillet, 25 octobre.

Intérêts. Ceux d'un prix de vente sont-ils prescriptibles par cinq ans? Peuvent-ils être interrompus par un commandement irrégulier? 7 avril. — Peut-on faire produire des intérêts antérieurement au jour de la demande à des sommes non liquidées, et allouées annuellement à raison de dettes d'une importance indéterminée? 6 mars. — A partir de quel moment courent les intérêts des sommes payées en exécution d'un arrêt cassé? 27 avril. — Les intérêts d'un an doivent-ils être calculés à raison de 360 ou de 365 jours? 9 décembre. — Le banquier qui ouvre un crédit peut-il stipuler pour ses avances un intérêt de 6 p. 100 et un intérêt moindre pour les sommes qu'il reçoit? 25 janv. — V. Mineur, Déremption.

Interrogatoire sur faits et articles. Quand y a-t-il lieu de l'ordonner? 4 nov.

Inventaire. Les mineurs sont-ils déchus du droit de prélever les reprises de leur mère précédée sur les biens de la communauté, à défaut, par leur tuteur, d'avoir fait dresser, au décès de cette dernière, un bon et fidèle inventaire? 21 nov. — V. Inventaire (bénéfice d').

Jeu de bourse. Le perdant peut-il répéter les sommes qu'il a volontairement payées, à raison de la négociation de récépissés d'actions d'une société anonyme non encore constituée? 20 juin. — Les opérations sur la hausse et la baisse des fonds publics peuvent-elles donner lieu à un acte en justice? 12 septembre. — Affaire devant le Tribunal correctionnel de Marseille, 11 juillet.

Jeu (maison de). Le cercle dans lequel le public n'est pas admis peut-il être considéré comme une maison de jeu de hasard? 25 nov.

Journal. — V. Tribunal de commerce et le mot *Journal*, etc.

Jours de plume. Au Havre, à partir de quel moment courent-ils? 10 nov.

Juge de paix. Sa sentence ne peut-elle être déferée à la Cour de cassation que pour excès de pouvoir? 20 mai. — Est-il compétent pour fixer, à défaut de bail écrit et de quittance, la durée et le prix de la location? 4 déc. — Comment-il un excès de pouvoir lorsqu'il expulse de l'audience un individu irrégulier sans dresser procès-verbal? 21 juin. — Quelle pénalité est applicable en pareil cas? 26, 28 juin. — Projet de loi sur les justices de paix, 6 fév. — Exposé des motifs, 11 fév. — Texte de la loi, 1 juin. — Nominations, 16, 26 janv., 11, 20 fév., 2, 27 mars, 3, 6, 26 avril, 3, 17 mai, 12, 27 juin, 10, 17, 22, 29 juil., 4, 11, 21 sept., 3, 16 oct., 6, 9, 24 nov., 4, 18 déc.

Jugement. Celui rendu sur enquête sommaire par un Tribunal de commerce, est-il nul lorsqu'il ne constate pas que les témoins entendus dans l'enquête aient prêté serment de dire la vérité? 27 déc. — Quand est-il définitif? 23 oct. — Qu'il spécialement

de celui qui ordonne la comparution à l'audience d'un tiers qu'on prétend étranger au procès? 23 oct. — Est-il nul celui auquel on pris part un juge qui n'avait pas assisté aux précédentes audiences? 7 juin. — Qu'il de celui dont les qualités ont été rédigées par un juge qui n'a pas concouru au jugement? 2, 23 février, 2 déc. — Le concours de juges suppléants avec un seul juge titulaire vicie-t-il le jugement? 21 fév.

Jugement par défaut. Un jugement de congé par défaut, rendu contre un demandeur qui ne se présente pas et qui interjette appel, fait-il obstacle à ce que le jugement et n'en a pas par une demande nouvelle? 7 oct. — Est-il reproduit son action est-il censé exécuté à l'égard d'une commune lorsque définitivement lui a été faite de ce jugement et de l'exécutoire de dépens? 1 fév. — De deux défendeurs, d'abord également défaillants, l'un qui, sur le réassigné, comparait et constitue avoué, ce prendre, sans citation à personne, contre le défendeur qui comment qui lui alloue ces conclusions est-il non susceptible d'opposition comme celui qui est rendu au profit du demandeur ils être mis à la charge de la partie condamnée qui triomphe ensuite sur son opposition? 27 juin. — V. Opposition.

Jury. Le procès-verbal du tirage du jury doit-il constater, à peine de nullité, que ce tirage a eu lieu sur une liste de 30 jurés dans la même session, 9 nov. — L'incompatibilité des fonctions de juge et de juré s'applique-t-elle aux magistrats honoraires? 6 déc. — Le jury en Angleterre, 7, 18 déc. — Excuses, 4, 17 janv., 2, 17 fév., 2 mars, 2 mai, 2, 17 juin, 17 juillet, 2, 16 janv., 1, 18 fév., 3, 16, 31 mars, 17 avril, 1, 16, 30 mai, 16 juin, 3, 17 juillet, 1, 15 août, 1, 16, 27 sept., 17 oct., 1, 14 nov., 1, 15 déc. — Tirage, 2, 23 janv., 6, 20 fév., 6, 20 mars, 10, 24 avril, 8, 22 mai, 5, 19 juin, 3, 17, 31 juillet, 21 août, 4, 18 sept., 4, 18 oct., 6, 20 nov., 4, 21 déc.

Justice anglaise. Admission du public à prix d'argent dans les salles d'audience anglaises, 17 avril. — Non admission des militaires dans les salles d'audience, 27 avril. — Institut pour les voleurs, 15 juin. — Rapidité des débats criminels en Angleterre, 4 oct. — Le jury en Angleterre, 2, 18 déc. — V. Suicide.

Justice civile et commerciale. Compte-rendu pour 1853, 12, 15, 16 mai.

Justice criminelle. Compte-rendu pour l'année 1853, 1 mai et jours suivants.

Laïcité. Question de propriété de lettres missives, 28 janv. — Rente sur les biens d'incendie par un pétard, 19 sept. — V. Transport de lettres.

Lettre de change. Elle est payable, contient-elle remise de place en place? 9 janvier. — Lorsque le tiré a accepté la première de change peut-il, en bilant cette acceptation, se dégager ainsi vis-à-vis des porteurs de la seconde? 27 sept. — A qui appartient la provision d'une lettre de change non acceptable et non acceptée? 4 juil. — La mention « sans frais » mise à côté de la signature de l'endosseur dispense-t-elle le porteur de la formalité du prêt vis-à-vis de cet endosseur? 28 octobre. — Le prêt est-il obligatoire aux besoins indiqués par les endosseurs? 6 avril. — Deux lettres de change annulées en Espagne comme non accompagnées du timbre légal, 12 décembre. — V. Déremption.

Lettre de voiture. — V. Voiture.

Loi de permis de douane. Entraîne-t-elle pour le destinataire l'obligation de prendre livraison de la marchandise importée? 10 oct.

Licitation. Quand des cohéritiers vendent par licitation l'immeuble héréditaire, dont une portion appartient par indivis à un tiers qui était devenu concessionnaire avant l'ouverture de la succession, si ce tiers devient adjudicataire des parts de colicitants, peut-il invoquer la fiction de l'article 883 du Code Napoléon relative à l'effet rétroactif des partages? 3 juil.

Litispendance. — V. Désistement.

Livrets d'ouvriers. Ordonnance à ce sujet, 3 nov.

Machine infernale. A Pesth (Hongrie), 21 fév. — Inventée par un Suédois et vendu à un agent diplomatique russe, 28 août.

Magnétisme. V. Escroquerie.

Maison de feu. Saisie. L'article 620 du Code de procédure civile lui est-il applicable? 15 déc.

Maison meublée. Le locataire a-t-il le droit de sous-louer en garni? 22 juil.

Maître de pension. A-t-il pour ses frais action directement sur les biens des enfants soumis à ses soins? 15 juil.

Mandat. V. Agent d'affaires, Agent de change.

Mandat de dépôt. V. Législation criminelle.

Marché à livrer. Son caractère et ses effets quand il est stipulé à l'aveu des parties? 5 août.

Marriage. Est-il valable le contrat passé entre un individu et un entremetteur de mariage, et stipulant des honoraires au profit de ce dernier? 2, 11 mai. — Question de savoir ce que deviennent les cadeaux en cas de rupture du mariage projeté? 3 fév. — V. Mort civile.

Marque de fabrication. Les étiquettes de vin de Champagne, 4 déc. — V. Contrefaçon artistique.

Matelot. Sa solde est-elle saisissable? 12 janv.

Matière d'or et d'argent. Le ministère public a-t-il l'action publique pour poursuivre directement les conventions aux lois sur la garantie des matières d'or et d'argent? 2 mai. — Les procès-verbaux dressés par les agents de la Régie font-ils foi jusqu'à inscription de faux? 4 mai.

Matière sommaire. Lorsque le Tribunal a autorisé la signification de conclusions motivées, des honoraires peuvent-ils être passés en taxe? 11 janv.

Médecin. Son refus de prêter secours à un individu blessé constitue-t-il un fait punissable? 19 mai. — Peut-il administrer aux malades des médicaments pris par lui dans une pharmacie? 18 août.

Mémoire. Produit dans un procès après les conclusions du ministère public. Réserves faites à ce sujet par l'avocat impérial contre l'avoué de la cause, 25 mars.

Mendicité. Singulière législation en Prusse pour l'empêcher, 10 mai.

Meurtre (ou tentative de). Dans une maison de tolérance sur une fille publique, 6 avril. — Tentative sur un fort de la Halle, 17 oct. — Par un mari sur sa femme, rue du Cardinal-Lemoine, 17 oct. — A Valenciennes, 25 avril. — A Pierremont (Pas-de-Calais), 15 juil. — A Londres, par un Italien, 10, 11 janv. — En Suisse, d'un magistrat du Tessin (meurtre politique), 1 mars. — Tentative de meurtre en Espagne sur une jeune fille dans une soirée dansante, 4 janv.

Mémoire. Produit dans un procès après les conclusions du ministère public. Réserves faites à ce sujet par l'avocat impérial contre l'avoué de la cause, 25 mars.

Mendicité. Singulière législation en Prusse pour l'empêcher, 10 mai.

Meurtre (ou tentative de). Dans une maison de tolérance sur une fille publique, 6 avril. — Tentative sur un fort de la Halle, 17 oct. — Par un mari sur sa femme, rue du Cardinal-Lemoine, 17 oct. — A Valenciennes, 25 avril. — A Pierremont (Pas-de-Calais), 15 juil. — A Londres, par un Italien, 10, 11 janv. — En Suisse, d'un magistrat du Tessin (meurtre politique), 1 mars. — Tentative de meurtre en Espagne sur une jeune fille dans une soirée dansante, 4 janv.

Mémoire. Produit dans un procès après les conclusions du ministère public. Réserves faites à ce sujet par l'avocat impérial contre l'avoué de la cause, 25 mars.

Mendicité. Singulière législation en Prusse pour l'empêcher, 10 mai.

Meurtre (ou tentative de). Dans une maison de tolérance sur une fille publique, 6 avril. — Tentative sur un fort de la Halle, 17 oct. — Par un mari sur sa femme, rue du Cardinal-Lemoine, 17 oct. — A Valenciennes, 25 avril. — A Pierremont (Pas-de-Calais), 15 juil. — A Londres, par un Italien, 10, 11 janv. — En Suisse, d'un magistrat du Tessin (meurtre politique), 1 mars. — Tentative de meurtre en Espagne sur une jeune fille dans une soirée dansante, 4 janv.

Mémoire. Produit dans un procès après les conclusions du ministère public. Réserves faites à ce sujet par l'avocat impérial contre l'avoué de la cause, 25 mars.

Mendicité. Singulière législation en Prusse pour l'empêcher, 10 mai.

Meurtre (ou tentative de). Dans une maison de tolérance sur une fille publique, 6 avril. — Tentative sur un fort de la Halle, 17 oct. — Par un mari sur sa femme, rue du Cardinal-Lemoine, 17 oct. — A Valenciennes, 25 avril. — A Pierremont (Pas-de-Calais), 15 juil. — A Londres, par un Italien, 10, 11 janv. — En Suisse, d'un magistrat du Tessin (meurtre politique), 1 mars. — Tentative de meurtre en Espagne sur une jeune fille dans une soirée dansante, 4 janv.

Mémoire. Produit dans un procès après les conclusions du ministère public. Réserves faites à ce sujet par l'avocat impérial contre l'avoué de la cause, 25 mars.

Mendicité. Singulière législation en Prusse pour l'empêcher, 10 mai.

Meurtre (ou tentative de). Dans une maison de tolérance sur une fille publique, 6 avril. — Tentative sur un fort de la Halle, 17 oct. — Par un mari sur sa femme, rue du Cardinal-Lemoine, 17 oct. — A Valenciennes, 25 avril. — A Pierremont (Pas-de-Calais), 15 juil. — A Londres, par un Italien, 10, 11 janv. — En Suisse, d'un magistrat du Tessin (meurtre politique), 1 mars. — Tentative de meurtre en Espagne sur une jeune fille dans une soirée dansante, 4 janv.

Mémoire. Produit dans un procès après les conclusions du ministère public. Réserves faites à ce sujet par l'avocat impérial contre l'avoué de la cause, 25 mars.

Mendicité. Singulière législation en Prusse pour l'empêcher, 10 mai.

Meurtre (ou tentative de). Dans une maison de tolérance sur une fille publique, 6 avril. — Tentative sur un fort de la Halle, 17 oct. — Par un mari sur sa femme, rue du Cardinal-Lemoine, 17 oct. — A Valenciennes, 25 avril. — A Pierremont (Pas-de-Calais), 15 juil. — A Londres, par un Italien, 10, 11 janv. — En Suisse, d'un magistrat du Tessin (meurtre politique), 1 mars. — Tentative de meurtre en Espagne sur une jeune fille dans une soirée dansante, 4 janv.

Mémoire. Produit dans un procès après les conclusions du ministère public. Réserves faites à ce sujet par l'avocat impérial contre l'avoué de la cause, 25 mars.

Mendicité. Singulière législation en Prusse pour l'empêcher, 10 mai.

Meurtre (ou tentative de). Dans une maison de tolérance sur une fille publique, 6 avril. — Tentative sur un fort de la Halle, 17 oct. — Par un mari sur sa femme, rue du Cardinal-Lemoine, 17 oct. — A Valenciennes, 25 avril. — A Pierremont (Pas-de-Calais), 15 juil. — A Londres, par un Italien, 10, 11 janv. — En Suisse, d'un magistrat du Tessin (meurtre politique), 1 mars. — Tentative de meurtre en Espagne sur une jeune fille dans une soirée dansante, 4 janv.

Mines. Effets, quant aux redevances, de la réunion entre les mains du même propriétaire de la propriété superficielle et de la propriété foncière, 16 oct. — La disposition de l'art. 11 de la loi du 21 avril 1810 s'applique-t-elle même au cas où le propriétaire de l'habitation ou clôture ne serait pas en même temps propriétaire des terrains intermédiaires? 19 déc. — Comment se calculer la redevance? 30 déc.

Mineur. Lorsqu'une veuve a reçu, tant en son nom qu'au nom de ses enfants mineurs, une somme qu'elle est ensuite condamnée à restituer avec les intérêts (dans l'espèce un supplément de vente d'office ministériel), le point de départ des intérêts à restituer doit-il être le même pour les enfants que pour la veuve? 18 juil. — *V. Billet à ordre.*

Ministre public. *V. Mémoire.*

Monnaie (fausse). La peine dont ce crime est punissable doit-elle toujours être accompagnée de l'amende édictée par l'art. 164 du Code pénal? 15 juil. — Fausse monnaie d'argent à Paris, 27 déc.

Mort civile. Le conjoint d'une personne frappée de mort civile antérieurement à la loi du 31 mai 1854 peut-il contracter un nouveau mariage? 1 sept.

Mort subite. D'un homme au bureau central des hôpitaux, 3 mars.

Mutation (droits de). *V. Enregistrement.*

N

Nationalité. *V. Conseil de révision, Filiation.*

Naturalisation. *V. Contrainte par corps, Extradition.*

Naufrage. De la Semillante, 4 mars.

Navigabilité fluviale. Contrevenant aux ordonnances sur la navigation sur la Seine. Le bateau à vapeur Omnibus n. 1, 6 oct. — Le propriétaire d'une pièce de bois détachée d'un train ou radeau et abandonnée au fond de la rivière, ainsi que le marinier conducteur du train, sont-ils responsables du sinistre causé par le choc d'un bateau contre cette pièce de bois? 27 déc.

Navigabilité maritime. L'affrètement contracté par le capitaine est-il valable? 3 fév. — Le capitaine est-il responsable des dégâts occasionnés par la désertion de l'équipage? 1 sept. — *Quid* des avaries survenues dans la cargaison, 13 sept. — Transport maritime: législation de la république de Venezuela, 27 déc. — Chasse aux macreuses: nécessité du rôle d'équipage, 6 mai. — *V. Marché à livrer, Responsabilité de l'Etat.*

Norvège. Procès des associations populaires de 1848, 149 accusés, 18 juil.

Notaire. Est-il licite le fait du notaire d'ouvrir et de tenir un cabinet d'affaires dans un lieu autre que celui de sa résidence? 2 oct. — Est-il contraignable par corps à la restitution d'une somme qui lui a été remise par son client pour payer une dette (ce qu'il n'a pas fait)? Est-ce là un fait de charge? 7 mars. — Est-il passible d'une condamnation disciplinaire pour avoir procédé à une vente déjà annoncée dans l'étude d'un autre notaire? 13 déc. — Est-il responsable s'il n'a pas pris inscription sur l'immeuble du débiteur de son client? 24 mars. — *Quid* s'il a vendu au enchères des biens inaliénables? 21 août. — Quelle est l'étendue des devoirs du notaire vis-à-vis des parties? Leur doit-il des conseils? 27 juil. — Quelle est l'étendue de la responsabilité du notaire vis-à-vis des parties? 17 juil. — Spécialement le notaire chargé de procéder à une vente, sur licitation entre cohéritiers, est-il responsable de la non inscription du privilège de copartageant? 15 fév. — *Quid* à l'égard d'un dépôt d'argent? 27 avril. — *Quid* des fausses déclarations dans les ventes d'immeubles relativement aux charges hypothécaires? 16 mai. — Le Tribunal civil est-il compétent pour lui appliquer une des peines disciplinaires de l'ordonnance du 4 janvier 1843, lorsque ce Tribunal a été saisi pour lui appliquer une des peines portées par l'art. 53 de la loi du 25 ventôse an XI? 27 oct. — Est-il passible d'une peine disciplinaire le notaire qui, en sa qualité de secrétaire de la chambre, a négligé d'inscrire, séance tenante, sur le registre des délibérations, une décision prise par celle-ci? 27 oct. — Est-il valable l'acte de société formé pour l'exploitation d'une étude de notaire? 16 juil. — A-t-il droit à des honoraires proportionnels pour le dépôt d'un testament ordonné en son étude? 15 nov. — L'enquête dirigée contre un notaire, à l'occasion d'une action disciplinaire, est-elle assujéti aux formes prescrites pour les enquêtes ordinaires? 25 juil. — La suspension du notaire entraîne-t-elle la remise de ses minutes entre les mains d'un autre? 27 oct. — *V. Rémunération, no 16 nov.* — La chambre des notaires a-t-elle le droit de révoquer? 18 juil. — *Quid* pour les partages d'honoraires? 30 juil. — De la responsabilité des notaires, 30 oct. — Elections à Paris, 24 mai. — *V. Appel, Clerc de notaire.*

Novation. Une obligation commerciale convertie en acte authentique opère-t-elle novation? 10 juil. — *V. Usure.*

O

Obligation naturelle. La somme remise à une concubine peut-elle être considérée comme l'acquit d'une obligation naturelle? 12 juil., 25 juil. — Celui qui a acquitté volontairement une obligation peut-il la répéter ensuite comme ayant été payée sans cause? 27 juil.

Octroi. Lorsque le rayon de l'octroi a été agrandi, les marchandises existantes sur les terrains nouvellement réunis sont-elles soumises aux droits d'octroi? 4 juil. — Octroi de la ville de Cosne; question de savoir si la franchise de droits sur les charbons s'applique à ceux que l'Etat consomme dans les forges de la Chausse, 23 juil., 19 juil.

Officier ministériel. Le titulaire qui a obtenu de son cédant des termes pour se libérer diminue-t-il les sûretés qu'il offrirait lorsque, cédant lui-même son étude, il stipule des paiements plus rapprochés que ceux qu'il doit faire au premier titulaire? Ce titulaire peut-il alors procéder par opposition? 14 oct. — Celui qui se livre à des opérations de banque et de courtage (dans l'espèce, un huissier), doit-il être considéré comme commerçant et déclaré en faillite, le cas échéant? 9 fév. — Le principe qui prohibe les traités secrets en matière de cession d'office s'applique-t-il aux offices d'agent de change et de courtier de commerce? 25 juil., 13 août. — Est-elle valable la saisie-arrêt formée avant la nomination du successeur, pour la conservation du privilège du vendeur non payé de l'office? 6 juil. — Le vendeur de l'office a-t-il, en cas de destitution de son successeur, le privilège sur l'indemnité payée par le second successeur? 24 nov. — Est-elle nulle la cession d'un office faite à une époque où le candidat ne pouvait être nommé? 17 fév. — La clause pénale non reproduite dans le traité soumis à la Chancellerie est-elle nulle comme illicite? 16 fév. — Les Tribunaux peuvent-ils être appréciateurs et juges de la nomination d'un officier ministériel fait d'office par le gouvernement en remplacement du précédent titulaire? Spécialement peut-on demander devant les Tribunaux la réduction de l'indemnité imposée au successeur par l'autorité administrative au profit des créanciers? 6 fév. — Les Tribunaux civils, statuant sur l'action disciplinaire dirigée contre un notaire, peuvent-ils ordonner l'impression ou l'affiche du jugement de condamnation? 24 mai. — Le père qui, en mariant son fils, lui a donné une office de notaire, avec stipulation du droit de retour de ce qui, dans l'acte de transmission présenté au ministre de la justice, n'a fait aucune mention de cette stipulation, peut-il s'en prévaloir si le casse réalise ou cette stipulation doit-elle être réputée nulle comme constituant un traité secret? 28 nov. — Quel est le caractère du délit résultant du crachat jeté à la figure d'un officier ministériel? 6 juil. — La cession du prix d'un office homologation, et dont elle a réduit le prix, produit-elle ses effets jusqu'à concurrence du prix réduit, nonobstant les saisies-arrêts pratiqués sur le nouveau titulaire dans l'intervalle qui a suivi entre le contrat primitif et la modification que lui a fait subir le ministre? 12 déc. — *V. Arrêté municipal, Mi-*

Opposition (tierce). Qui peut la former? 7 juil., 15 déc. — Le peut-il le créancier d'un associé contre une sentence arbitrale rendue entre son débiteur et le coassocié de celui-ci? 22 juil. — Est-elle opposable à l'ordonnance passée en force de chose jugée qui ordonne le dépôt d'un testament en l'étude d'un notaire? 16 nov. — Doit-il être considéré comme tiers-opposant celui qui déclare se joindre aux conclusions du demandeur principal? 15 déc. — Un créancier opposant est-il fondé à former tierce-opposition à un jugement qui a validé une saisie-arrêt postérieure à la sienne et ordonné le paiement, par le tiers-saisi, des causes de la seconde opposition, nonobstant l'existence de la première? 15 déc.

Orde. Le tiers-détenteur qui a notifié son contrat aux créanciers inscrits, avec offre de payer son prix, peut-il, quand l'ordre ouvert pour la distribution de ce prix a été clos, opposer encore aux créanciers porteurs des bordereaux délivrés les paiements par lui opérés pour faire cesser un danger certain d'éviction? 19 sept. — Quand la créance admise peut-elle être contestée? 4 juil. — Quand y a-t-il forclusion? 2 janv., 25 mai. — L'acquéreur qui a purgé et payé son prix aux créanciers du vendeur régulièrement colloqués, a-t-il, en cas d'éviction ultérieure, une action en répétition contre ces mêmes créanciers? 27 sept. — L'adjudicataire a-t-il le droit d'être colloqué sur le prix d'une vente d'immeubles pour les frais de notification prescrite par les art. 2183 et 2184 du Code Napoléon le cahier des charges l'oblige à les faire? 30 mai. — Peuvent-ils être colloqués dans un ordre, comme frais de justice, les frais d'une instance en partage de la succession dont l'immeuble vendu fait partie? 13 avril. — *V. Appel.*

Orgue de Barbarie. En Angleterre, 6 oct.

Ossements humains. Trouvés dans un champ à Montmartre, 2 mai.

Outrage. *V. Juge de paix.*

P

Pain. Augmentation de prix, 15 mai.

Partage. Le partage peut-il résulter de conventions non écrites? Peut-il être prouvé par la preuve testimoniale? 22 sept. — La réserve faite par un copartageant qu'il ne serait porté aucun préjudice à la constitution dotale résultant de son contrat de mariage emporte-t-elle dérogation au principe de garantie entre copartageants? 10 juil.

Partage anticipé. Qu'est-ce qui le constitue? 11 déc.

Partage d'opinion. Y a-t-il nullité lorsque l'arrêt de partage mentionne que les magistrats appelés l'ont été parmi ceux qui n'ont pas connu l'affaire et dans l'ordre du tableau? 17 juil.

Partage testamentaire. Le père de famille peut-il exclure l'un de ses enfants de toute part dans sa fortune immobilière? 19 déc.

Partie civile. La partie plaignante qui a saisi le Tribunal correctionnel par une citation directe, a-t-elle le droit de former opposition au jugement rendu contradictoirement avec le ministère public à par défaut vis-à-vis d'elle? 30 mars. — Lorsque le plaignant, en matière criminelle, n'est pas porté partie civile en première instance, ses héritiers peuvent-ils le faire sur l'appel? 20 mai.

Passerouterie. En quoi consiste ce commerce? 13 juil.

Pêche. L'usage par celui qui se livre à la pêche côtière, d'une petite vanne pleine ou palot, constitue-t-elle une infraction aux art. 6, 5 et 2 du décret du 9 janv. 1852 sur la pêche côtière, et 27 du décret du 4 juillet 1853? 28 avril. — Pêche maritime côtière. Engins prohibés: les gaudieux, 19 mai.

Pension de retraite. Les fonctionnaires qui, à raison d'infirmités contractées avant le 1 janvier 1854, époque de la mise à exécution de la loi du 9 juin 1853, eussent pu obtenir une pension de retraite, sans condition de durée de services, ont-ils perdu leur droit à cette pension en continuant à exercer leur emploi sous le régime de la loi nouvelle qui exige vingt années de service dans la partie sédentaire? 9 juil. — Quelle doit être la quotité de la pension à allouer aux enfants orphelins d'un magistrat mort ayant droit à pension postérieurement à la loi du 9 juin 1853? 26 juil. — Aux termes de cette dernière loi, peuvent-ils cumuler une pension de retraite et un traitement?

Pension alimentaire. Les parents et belles-filles doivent-ils au mariage des biens de l'époux décédé ou conjointement avec les autres enfants? 17 août. — Peut-elle être l'objet d'une compensation? 5 sept.

Péremption. Est-elle interrompue par la mise au rôle de l'affaire? 5 sept. — Quand y a-t-il péremption? 7 sept. — Celle de l'instance en paiement d'une lettre de change atteint-elle le point lui-même de telle sorte que le point de départ des intérêts soit modifié? 3 janv. — L'interruption de la péremption est-elle indivisible en ce sens qu'elle profite à tous les consorts dans une instance? 12 juil.

Peroquets. Faux en Suède, 27 juil.

Pharmacie. La prohibition de vente de préparations médicamenteuses s'applique-t-elle à l'officier de santé qui les débite à son domicile? 21 janv.

Pilotes lamaneurs. Ont-ils exclusivement droit à l'indemnité obtenue pour le sauvetage d'un navire? 7 nov.

Poids et mesures. Y a-t-il autant de contraventions qu'il y a de faux poids saisis? 2 mars. — Y a-t-il contravention quand les poids ou mesures fausses saisies chez un individu ne peuvent servir au commerce qu'il exploite? 17 avril. — *Quid* quand l'industrie du pesage s'exerce dans une propriété privée à proximité du marché? 18 juil. — Condamnations pour faux poids, 10 juil., 17 août, 6 déc.

Porcs. Sont-ils des animaux malfaisants? 23 sept. — *V. Vice redhibitoire.*

Portugal. Nouveau Code civil, 7 août.

Poste. La poste en Angleterre. Transport d'une boîte de poudre fulminante, 5 juil. — *V. Détournement, Transport de lettres.*

Poste (maîtres de). Comment-il la convention prévue par l'art. 15 de la loi du 15 ventôse an XII, l'entrepreneur de messageries qui ne transportant pas lui-même ses voyageurs jusqu'à leur point d'arrivée, s'engage à leur procurer, à ses frais, des moyens de transport, et leur assure ainsi la totalité de leur route, excédant 40 kilomètres? 10 mars.

Pouvoir en cassation. Peut-on se pourvoir en cassation contre l'arrêt d'une chambre d'accusation rendue en matière de réhabilitation? 22 avril. — L'arrêt de cassation peut-il être considéré comme un titre permettant d'agir par la voie privée? 12 juil. — La transaction intervenue sur les difficultés résolues par un arrêt déferé à la Cour, laisse-t-elle subsister le pouvoir? 27 avril. — Est-ce par la voie du pouvoir ou par celle de la requête civile que doit être attaqué un arrêt par défaut de motifs? 31 janv. — *Pouvoirs pour défaut de motifs:* 4, 11 janv., (7 fév., cassation), (21 fév., cassation), 6, 11, 19 avril, (9 mai cassation), (22 mai, cassation), (24 mai, cassation), 25 mai, 14, 15, 20, 28 juil., (5 juil., cassation), 10 août, 29 sept., 20 nov., 1, 13, 19, 27 déc. — Même question en matière criminelle, 11 août. — *Rejets de pouvoirs en matière criminelle:* 5, 12, 19 janv., 2, 8, 17, 18, 23 fév., 2, 9, 17, 23, 24, 30 mars, 6, 13, 14, 20, 27 avril, 4, 12, 19 mai, 1, 8, 22, 27, 29 juil., 6, 13, 20, 29 juil., 3, 10, 17, 25, 31 août, 7, 14, 16, 21, 28 sept., 5, 12 oct., 9, 10, 11, 16, 17, 23, 30 nov., 7, 14, 15, 22, 28 déc. — Rejet du pouvoir des condamnés dans l'affaire des troubles d'Angers, 16 nov. — *V. Cassation, Chambre d'accusation, Intérêts.*

Préfet. Peut-il autoriser l'établissement d'une usine au mépris de droits acquis à des tiers riverains? 23 août.

Préfet (sous-). Nominations, 29 juil.

Presbytère. L'Etat mis en possession des biens du clergé par les lois de 1789 et 1799, a la charge de fournir un logement aux curés, a-t-il pu, à partir de la date de ces lois, réclamer d'une commune, locataire par bail emphytéotique d'un presbytère et dépendances qui sont ainsi rentrés dans le domaine de l'Etat, la redevance de cette location, qui s'est trouvée résiliée par l'effet de la main-mise nationale? 27 avril.

Prescriptions. Est-elle suspendue par l'effet d'une sentence arbitrale rendue en 1794? 25 mars. — Celle de trente ans est-elle interrompue par la sommation faite avant d'être autorisée à former saisie-arrêt? 4 mai. — La prescription (d'un droit d'arrosage dans l'espèce) opère-t-elle de plein droit? L'usage de ce droit, depuis la prescription acquise, conserve-t-il le droit litigieux nonobstant la prescription? 6 déc. — Une exception de prescription peut-elle être écartée par l'un quelconque des parties ont contesté au fond, et que celle qui l'oppose n'allègue même pas avoir payé la somme pour le paiement de laquelle elle est poursuivie (frais d'huissier)? 7 fév. — L'action civile résultant d'un fait ayant le caractère de délit se prescrit-

elle par le même laps de temps que l'action publique? 18 avril. — *Quid* spécialement de l'action en nullité d'adjudication pour cause de dol? 18 avril. — La prescription de l'art. 433 du Code de commerce (sauf et gages de gens de mer) est-elle fondée sur une présomption de paiement? Peut-elle être déduite par la preuve contraire? 23 mai. — La prescription annale ou *brevis temporis* de l'art. 2722 du Code Nap. peut-elle être déduite par d'autres preuves que par la délation du serment? 31 juil. — En matière de prescription annale (honoraires de médecin), le juge peut-il se dispenser de déférer le serment lorsqu'il résulte de la comparaison des parties que le principe de la dette est reconnu, et que la contestation ne porte que sur la quotité? 31 janv. — Lorsqu'une action purement civile est dirigée contre une personne, celui contre lequel l'action est dirigée peut-il, la prescription civile de droit commun n'étant pas acquise, invoquer par voie d'exception la prescription de trois ans, sous prétexte que le fait à raison duquel l'action purement civile est intentée contre lui constitue un délit dominant lieu à une action civile, laquelle se prescrit par trois ans? En d'autres termes, est-il permis au défendeur, en arguant de son propre délit, de changer le caractère, et par suite les conditions de prescription de l'action dirigée contre lui? 29 août. — Par combien de temps se prescrit la faculté d'accepter une succession? 15, 22 juil. — En matière d'assurance mutuelle, la prescription quinquennale de l'art. 2177 du Code Nap. est-elle applicable à la créance résultant de la part contributive de chaque assuré pour la réparation des sinistres? A la créance n'a pas été liquidée? 28 mars. — Le journal poursuivi pour avoir publié un article extrait d'une publication n'ayant pas donné lieu à des poursuites judiciaires, peut-il se prévaloir de ce défaut de poursuites pour établir en sa faveur le bénéfice de la prescription? 15 déc. — Par combien de temps se prescrit l'action en responsabilité des communes? 6, 7 mars. — *Quid* des servitudes? 18 oct. — Les fonds de la caisse d'amortissement sont-ils prescriptibles? 26 mai. — Un arrêt peut-il repousser la prescription par cela seul qu'elle n'est invoquée qu'après la défense au fond? 28 juil. — *V. Cour d'assises, Intérêts.*

Presse. Est-ce la loi du 18 juillet 1828 ou celle du 21 octobre 1814 qui règle le dépôt des journaux non soumis au cautionnement? 22 juil. — La publication ou reproduction de fausses nouvelles par la voie de la parole est-elle punissable des peines édictées par l'art. 15 du décret du 17 février 1832? *Quid* si le fait a eu lieu dans une maison privée? 14, 20 mars, 3 mai. — Les peines pour infractions aux art. 1, 2, 3 et 4 du décret organique du 17 février 1832 peuvent-elles être cumulées? 27 juil. — Est-il l'affranchissement de la nécessité du cautionnement le journal traitant ordinairement d'art et de théâtre, et de matières politiques à propos de discussions théâtrales? 1 fév. — Que faut-il entendre par matières politiques? Les Tribunaux doivent-ils prononcer la suppression du journal qu'ils condamnent comme convaincu d'avoir traité de matières politiques sans cautionnement? 3 mars, 27 juil. — Peut-il être poursuivi en France l'auteur d'un écrit publié en France après l'avoir été pour la première fois à l'étranger? 23 mars. — *V. Bulletins électoraux, Colportage, Ducl, Etranger, Prescription, Tribunal de commerce.*

Prêt sur gages. Une maison de ce genre à Alger, 10 janv. — *V. Action civile.*

Preuve. V. Date certaine.

Prises maritimes. Les appels des décisions du Conseil des prises, créé par le décret du 18 juillet 1854, sont-elles recevables devant le Conseil d'Etat au contentieux? 14 juil. — Dans la guerre actuelle les navires ioniens doivent-ils être considérés et traités comme navires neutres ou comme appartenant à une des puissances belligérantes (affaire de la *Leucade* devant la Cour de l'amirauté)? 9 mars, 28 avril. — Décisions du Conseil impérial des prises à Paris: l'*Orione* contre l'*A-Verne*, 3 janv. — *La Thessalia*, 20 janv. — *Le Courizon*, 24 janv. — *L'Est Sec*, 21 avril. — *L'Alexandre*, 1 et 6 avril. — *Le Tri-Suaitiela*, 15 mai. — *La Fulvie*, 10 juil. — *La Wrow-Houina*, 21 juil. — *Erratum* y relatif, 22 juil. — *Le Sitka*, 22 juil. — *La Valentina*, 22 août. — Cour d'amirauté: Jurisprudence anglaise sur le mode de violation de blocus, 30 mars. — Affaire de la *Thémis*, 30 mars. — Affaire du navire la *Jeune-Nelly*, capturé devant Vera-Cruz pour violation de blocus en 1847. Action en dommages-intérêts pour défaut d'avertissement préalable? 2 juil.

Prisonniers russes en France. Rébellion, 25 juil.

Privilège. Un entrepreneur peut-il, au préjudice des ouvriers et des sous-traitants, transporter les sommes qui lui sont dues par le propriétaire? 3 juil. — Celui du propriétaire peut-il revendiquer des biens sous ceux d'un tiers? 17 oct. — *V. Théâtre, Vente immobilière.*

Privilège diplomatique. Affaire contre un attaché de l'ambassade anglaise. Droit de rétention du bailleur sur les effets personnels des agents diplomatiques, 20 juil. — Question analogue, 1 sept.

Privilège du Trésor public. Celui des articles 2098 et 2121 du Code Nap. sur les biens des comptables, receveurs ou payeurs, s'étend-il aux comptables de matières? 4 juil. — *Quid* spécialement pour l'agent comptable des bâtiments civils à Orléans? 7 mars.

Procès-verbal. La nullité d'un procès-verbal de perquisition domiciliaire faite sans l'observation des formes légales fait-elle obstacle à ce que la déposition des agents ayant illégalement procédé soit reçue, et puisse servir de base à une condamnation? — 23 août.

Prodigue. Peut-il souscrire des billets à ordre jusqu'à concurrence du montant des fournitures nécessaires aux besoins de son ménage? 5 avril. — Peut-il, sans l'assistance de son conseil judiciaire, faire dans son contrat de mariage une institution contractuelle en faveur de sa future épouse? 4, 8 nov. — *V. Contrat de mariage.*

Propriété artistique et littéraire. Le propriétaire d'ouvrages artistiques a-t-il un droit de reproduction exclusif s'il n'a pas déposé ses modèles? 22 juil. — Même question pour les objets de sculpture industrielle (vases de porcelaine à fleurs), 21 août. — La reproduction par le moulage d'un objet d'art ancien, appartenant à un tiers, constitue-t-elle un abus de confiance? 29 mai. — Le gérant d'un journal qui a acheté et payé un roman pour l'insérer dans son journal est-il juge de l'opportunité et du mode de sa publication? 25 oct. — Affaire Strauss: les quadrilles, walses, etc., exécutés dans un bal public, peuvent-ils être assimilés à des œuvres dramatiques dans le sens de l'art. 428 du Code pénal? 10 mai, 24 juil., 17 juil. — Affaire de plusieurs sociétaires de la société des compositeurs contre le sieur Henrichs à ce sujet, 2 août. — Le décès de l'un des deux auteurs d'un opéra anéantit-il les droits de l'autre en faisant tomber l'œuvre commune dans le domaine public? 17 juil. — La prescription de trois ans est-elle opposable à l'auteur qui n'a pas réclame dans ce délai contre l'usurpation de son œuvre? 25 fév. — La prescription de l'action en contrefaçon en matière d'œuvre dramatique entraîne-t-elle celle du droit exclusif de représentation? 18 mars. — La contrefaçon littéraire est-elle un délit successif? A partir de quel moment court le délai de la prescription? 25 fév. — Le libraire sard qui a vendu en Sardaigne la contrefaçon d'un livre français faite hors de la Sardaigne est-il punissable et responsable envers l'auteur? 21 avril. — Le groupe de Paul et Virginie de Comberworth, 31 mars. — Reproduction par la photographie des tableaux de l'Exposition universelle des beaux-arts, 25 oct., 7 déc. — *Ernan*, libretto italien, imité de l'*Hernani* de M. Victor Hugo: droit de représentation au Théâtre-Italien, 14 nov. — *Les Oiseaux de proie*, 24 nov. — Publication des œuvres de M. Scribe, 28 nov.

Propriété industrielle. Projet de loi sur les inventions admises à l'Exposition, 11 avril. — Texte de la loi, 3 mai. — Emploi abusif du nom d'un fabricant, 25 déc. — Le Palais de l'Industrie. Défense d'en reproduire la vue, 3 fév., 12, 19, 21 avril, 6 juil. — La coupe en lapis Lazuli de Mme la duchesse d'Orléans à l'Exposition universelle, 2 sept. — *V. Communauté conjugale, Concurrence commerciale.*

Prusse. Travaux donnés aux condamnés libérés, 16 mai. — Législation sur le concubinage, 1 juil. — Jugement des individus accusés de révolutions de dépêches télégraphiques, 24 nov.

Q

Questions d'Etat. *V. Colon de Saint-Domingue, Enfant légitime, Enfant naturel, Filiation.*

Quotité disponible. La mère, instituée par son fils légataire à titre particulier, doit-elle imputer le legs sur sa réserve, ou peut-elle cumuler? 2 mai. — L'enfant donataire en avancement d'hoirie peut-il, en renonçant à la succession, retourner sur son don, outre la portion disponible, une part d'enfant comme réserve précédemment donnée? En d'autres termes, cumuler la

réserve et la quotité disponible? 15 août. — Question de la quotité disponible entre époux? 29 août. — Lorsqu'un époux a disposé, en faveur de son conjoint, de la moitié en usufruit de ce qui composera sa succession; peut-il encore donner à ses enfants ou à des étrangers la nue propriété du quart? 4 sept. — Les dons entre époux de moitié en usufruit faits au cours du mariage, sont-ils virtuellement révoqués par les donations entre-vivants faites aux enfants par les deux époux solidairement? 6 septembre.

R

Rapatriement. Les dispositions des ordonnances de 1833 et 1836, concernant le rapatriement des marins, s'appliquent-elles aux marins malades? 10 juil. *V. Consul.*

Rapport. Doit-il le rapport à la succession du beau-père le gendre qui a fait avec celui-ci une association? *Quid* si l'acte n'est pas authentique? Dans ce cas, le gendre ne doit-il pas être réputé personne interposée? 11 janv. — La dispense de rapport résulte-t-elle implicitement du déguisement de la donation? 6 fév.

Ratification. Un arrêt peut-il admettre qu'il y a eu ratification valable en se bornant à dire que les parties avaient pu et dû connaître les vices de l'acte ratifié? 1 déc.

Rébellion. *V. Acte de l'autorité publique.*

Recel d'un cadavre. Quand l'art. 359 du Code pénal lui est-il applicable? 27 mai.

Recidive. Résulte-t-elle d'un délit de chasse reproché à un individu déjà condamné pour un délit de droit commun? 23 avr. — Peut-elle se baser sur une condamnation émanée d'une juridiction qui a disparu depuis de notre organisation judiciaire? (Dans l'espèce une Cour prévôtale), 10 août. — *V. Garde nationale.*

Recrutement de l'armée. Texte de la nouvelle loi, 1 mai. — Arrêté ministériel portant fixation du prix de l'émancipation, 23 déc. — L'augmentation du contingent de l'armée constitue-t-elle un cas de force majeure qui rompt les engagements antérieurs des assurés? 20 juil. — La question d'impropriété au service militaire à la suite de mutilation volontaire est-elle préjudiciable à la répression du délit? 29 juil., 18 juil. — *V. Assurance militaire, Conseil de révision.*

Récusation. La partie qui n'a pas proposé la récusation en première instance peut-elle l'opposer, a priori, en appel? 28 avril.

Référé. En cette matière, les règles du dernier ressort sont-elles applicables en ce qui regarde l'appel? 7 janv. — Le juge des référés est-il compétent pour apprécier provisoirement la péremption d'un jugement par défaut contre un mort et la régularité des poursuites faites contre l'héritier? 25 janv. — *V. Appel.*

Réforme hypothécaire. Lettre de M. Labadens à ce sujet, 2 février.

Règlement de juges. Quand y a-t-il lieu à règlement? 10 juil., 22 nov. — La chambre des requêtes peut-elle rejeter de plano une demande en règlement de juges, sans en ordonner la communication au défendeur éventuel? 11 janv. *V. Compétence.*

Règlement de qualités. *V. Jugement.*

Remplacement militaire. Le Tribunal auquel est déféré le délit de fraude en matière de remplacement, est-il compétent pour prononcer, s'il y a lieu, la nullité du contrat? 18 fév. — Comment se détermine le dernier ressort en matière de remplacement militaire lorsqu'à la demande en paiement de l'assurance, inférieure à 1,500 fr., l'assuré oppose reconventionnellement la nullité du traité? 4 déc. — *V. Assurance militaire, Assurance mutuelle, Recrutement.*

Rente sur l'Etat. Quel est, vis-à-vis de l'héritier bénéficiaire, l'effet de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat? L'héritier bénéficiaire peut-il se les approprier au détriment des créanciers? Ou bien est-il tenu de les vendre et d'en compter la valeur à la succession sous peine de déchéance du bénéfice d'inventaire? 23 nov. — *V. Don manuel, Emigré.*

Rente viagère. *V. Compensation.*

Renvoi de cassation. *V. Cassation.*

Renvoi pour cause de suspicion légitime. Quand y a-t-il lieu à la demander? 7 oct.

Reprises de la femme. *V. Communauté conjugale.*

Requête civile. A partir de quel moment court le délai pour la former en cas de dol ou erreur? 27 oct. — La requête civile est-elle recevable à la personne ou au domicile réel de celui qui a profité de qui a été rendu le jugement? 10 août.

Responsabilité de l'Etat. Le receveur général et l'Etat, à défaut, sont-ils responsables envers la commune des détournements commis par un receveur municipal? 3 fév. — *Quid* de la perte des valeurs confiées par des négociants aux navires à vapeur de l'Etat? 18 oct. — *V. Accident.*

Retrait litigieux. Le retrayant qui, par l'effet de l'action en retrait de droits successifs et litigieux, est mis au lieu et place du cessionnaire, jouit-il du bénéfice des termes et délais que celui-ci avait obtenus du cédant? 5 déc. — Est-elle un motif de le repousser la réserve faite dans la cession au profit du cédant d'une portion du bénéfice, au cas de gain du procès? 17 juillet.

Retrait successoral. L'héritier peut-il l'exercer, et contre qui, lorsque le premier cessionnaire a lui-même cédé ses droits à un autre? 2 oct. *V. Retrait litigieux.*

Retraite. *V. Pension de retraite.*

Revendication. Est-elle valable celle des marchandises revendues en cours de route avec connaissance et facture non signés de l'expéditeur? 10 juil.

Rixe. A Ivry, 23 fév., 24 fév. — Au Havre, entre des matelots américains, 20 juil.

Rétroactivité. Le principe de la non-rétroactivité s'applique-t-il aux lois de procédure et de compétence criminelle? 7 fév. — *V. Mort civile.*

Révocation de procès criminel. — *V. aux noms Lesnier et Pagès.*

S

Saisie-arrêt. Frappe-t-elle sur les sommes dont le tiers-saisi est ultérieurement reconnu débiteur? 15 mars. — Le juge de référé est-il compétent pour ordonner, nonobstant une saisie-arrêt formée en vertu de titre présentant une question de propriété et soumise, quant à sa validité, au Tribunal, le paiement au saisi de la somme arrêtée? 1 déc. — Les créanciers d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire peuvent-ils saisir arrêter les sommes dépendant de cette succession? 11 fév. — Quels sont ses effets quant aux fruits civils à échoir? 3 janv. — *Quid* s'il s'agit de loyers d'un immeuble dotal? 3 janv. — De deux créanciers du même débiteur, celui dont la créance est antérieure à la saisie-arrêt pratiquée par l'autre peut-il être préféré au saisissant? 23 mai. — La saisie-arrêt frappe-t-elle sur les sommes dont le tiers-saisi est reconnu ultérieurement débiteur et dont les causes sont antérieures à la saisie-arrêt? 15 déc. — Sont-elles valables les saisies-arrêts formées par le mari sur les revenus de la femme pour la forcer à réintégrer le domicile conjugal? 9 fév. — Le jugement de validité d'une saisie-arrêt pratiquée postérieurement à une précédente saisie-arrêt a-t-il pour effet d'investir le saisissant de la somme due par le tiers-saisi au préjudice du premier saisissant? 6 avril. — Question analogue, 15 déc. — L'existence d'oppositions antérieures soit à la saisie-arrêt, soit à la signification au tiers-saisi du jugement de validité fait dans la huitaine de l'obtention de ce jugement rend-il par défaut? 15 mars. — Le procès-verbal de carence équivalait-il à exécution? 15 mars. — *V. Compte-courant, Matelot, Opposition (tierce), Théâtre, Tribunal de commerce.*

Saisie conservatoire. Est-elle valable la saisie-conservatoire d'une construction élevée par un preneur à long bail sur un terrain à lui loué? 6 fév.

Saisie exécution. Lorsque l'huissier veut la pratiquer au domicile d'un tiers, ce dernier peut-il se refuser à laisser pénétrer l'huissier pour saisir les meubles du débiteur qui demeure dans les lieux? 14 mars. — Le Tribunal du lieu de l'exécution est-il compétent pour connaître de toutes les actions qui tendent de la part de la partie saisie à faire cesser les poursuites? 31 mars.

Saisie immobilière. Est-elle valable la saisie d'une portion indivise d'immeuble? 19 juil. — La disposition de l'art. 728 du Code de procédure civile s'applique-t-elle à la partie saisie qui, en sa qualité de tiers-détenteur, propose contre la saisie un moyen de nullité tiré de ce qu'elle posséderait les immeubles comme propriétaire et non comme tiers-détenteur, et de ce qu'elle ne serait débitrice du saisissant ni directement

ni indirectement? 31 août. — Est-il nul l'arrêté qui décide que la copie de la matrice du rôle de la contribution foncière contenue dans un procès-verbal de saisie immobilière a pu n'être pas litérale? 31 janv.

Sangues. La vente des sangues est-elle un acte de commerce? 2 août.

Santo-Domingo. Exécutions politiques, 13 juin.

Saxe-Weimar-Eisenach. Nouveau Code pénal, 7 août.

Séat. Convocation, 23 juin.

Séparation de biens. Sa nullité peut-elle être prononcée pour défaut d'exécution? Dans quel cas? 26 mai. — Lorsque, par suite d'une liquidation, la femme séparée de biens a reçu un capital accru des intérêts échus depuis plusieurs années, le mari a-t-il droit aux intérêts? 27 avril. — Les intérêts de la femme courent-ils du jour de la demande en séparation ou du jugement? *Quid* en cas de faillite? 3 mai. — Les effets de la séparation de biens, résultant de la séparation de corps, remontent-ils au jour de cette demande? 22 mars, 19 juin. — *V. Saisie-arrêt, Société.*

Séparation de corps. Le droit de faire la preuve contraire est-il limité à celui de faire entendre des témoins contre les faits articulés par le demandeur? 6 juin. — Le juge chargé de la contre-enquête peut-il, sans porter atteinte aux droits de la partie de faire la preuve contraire, refuser d'adresser aux témoins des questions qui ne lui paraissent reposer que sur des allégations? 28 juin. — Le président qui n'a pu concilier les époux peut-il prononcer un sursis à la demande en séparation ou doit-il renvoyer les parties à se pourvoir devant le Tribunal? Son ordonnance à cet égard est-elle susceptible d'appel? *Quid* de l'ordonnance qui désigne la résidence provisoire de la femme? 21 avril. — *V. Etranger.*

Séparation des patrimoines. Résulte-t-elle d'une inscription d'hypothèque judiciaire prise dans les six mois de l'ouverture de la succession du débiteur, en vertu d'un jugement annulé depuis pour incompétence? 10 oct.

Séquestre. Lorsque le juge prononce le séquestre des biens d'un débiteur en déconfiture, peut-il ordonner la suspension des poursuites des créanciers? 18 janv.

Servitude. Le fait du passage immémorial des habitants d'une commune sur une chaussée établie dans un intérêt privé a-t-il pu transformer cette chaussée en voie publique? 6 juin. — Une servitude de passage d'allée autorisée-t-elle le propriétaire de la maison du fond à placer sur la façade de la maison située sur la voie publique une enseigne permanente annonçant le mode d'exploitation de la maison du fond (dans l'espèce, un hôtel garni)? Le droit de passage doit-il s'étendre de jour comme de nuit? 7 mars. — L'existence reconnue par les juges du fait d'une servitude de jour, de vue et de prise d'air résultant de la destination du père de famille fait-elle obstacle au droit du propriétaire du fonds servant de construire à la distance légale? 11 avril.

Session extraordinaire de 1855. Discours de l'Empereur, 3 juin.

Simple police. Résumé de la jurisprudence de la Cour de cassation en cette matière, 12 juin, 12 août.

Société anonyme. Est-elle nulle pour défaut de publication? Cette nullité est-elle couverte par l'exécution volontaire? 27 janv. — Les actionnaires peuvent-ils, après la liquidation de la société, être personnellement poursuivis par les créanciers sociaux jusqu'à concurrence des sommes qu'ils s'étaient engagés à verser dans la caisse sociale et qu'ils n'ont pas versées ou qu'ils ont retirées lors de la liquidation? 29 mars. — Lorsque la nullité a été prononcée pour cette cause, l'assemblée des actionnaires a-t-elle qualité pour dissoudre la société et nommer des liquidateurs? 11 avril. — *V. Assurance mutuelle, Chose jugée.*

Société civile. V. Assurance mutuelle.

Société commerciale. Est-elle dissoute de plein droit par la faillite? 23 oct. — Est-elle nulle faute de publication? 15 fév. Cette nullité peut-elle se couvrir? 5 avril. — *Quid* vis-à-vis des sociétaires entre eux? 5 août. — *Quid* si la publication a eu lieu après le délai de quinzaine édicté par l'art. 42 du Code de commerce? 15 fév. — Quels sont ses effets vis-à-vis des tiers, particulièrement en ce qui concerne la liquidation? 15 fév. — Les époux séparés de biens peuvent-ils former entre eux une société? 19 juin. — A partir de quel moment l'associé qui a recouvré les fonds de la société, après sa dissolution, doit-il les intérêts des sommes par lui touchées? 4 juin. — Le gérant peut-il reculer les époques de paiement des intérêts stipulés en cas de gêne de la société? 14 août. — Les actes de gestion sont-ils de l'interprétation exclusive des juges du fond? 18 janv. — La simple stipulation que les parties déclarent s'associer constitue-t-elle une société en participation? 23 août. — *V. Rapport.*

Société secrète. La Marianne, 3, 5 avril, 1, 5, 7, 31 août, 26 sept. — Affaire de la Marianne d'Angers, suite au correctionnel de l'affaire en Cour d'assises, 26 oct., 1 nov. — La même société en appel, 23 nov. — En cassation, 30 déc. — Les Voraces, 18 juin. — La Fraternité et la Nouvelle Fraternité, 5, 7 août. — *V. Attentat contre le Gouvernement.*

Société tintinière. La Prévoyance: malversation du directeur, 20 nov.

Solidarité. L'un des débiteurs solidaires peut-il, par son fait, changer la nature de la dette et par là la position de ses co-débiteurs, en substituant la prescription trentenaire à la prescription quinquennale? 13 nov. — Cette substitution peut-elle résulter de l'admission d'une créance dans une faillite? 13 nov.

Sommambulisme. Prévention d'escroquerie, 17 juin.

Sourd-muet. Peut-il stipuler lui-même, sans l'assistance d'un curateur, les conditions de son contrat de mariage? 4 août.

Sous-comptoir des chemins de fer. V. Actions industrielles.

Souscription. En faveur de l'armée d'Orient, 30 mars.

Soustraction frauduleuse. S'en rend-il coupable celui qui, introduit dans une maison, s'approprie des billets de Banque qu'il trouve à terre? 8 sept.

Soulette. D'homme trouvé dans un jardin, chemin des Boules, n° 13, 11 janv.

Subrogation. Celle conventionnelle, pour être valable, doit-elle être faite en même temps que le jugement? 17 mai, 14 août. — Résulte-t-elle de la renonciation par le vendeur au profit d'un tiers, du privilège attaché à la créance? 4 janv. — La femme mariée est-elle subrogée aux droits du créancier payé dans un ordre par l'effet de la cession qui lui avait été

faite de l'hypothèque légale de la femme? 1 sept. — La subrogation dans l'hypothèque légale de la femme peut-elle avoir effets lorsqu'il résulte de la liquidation que la femme, au lieu d'être créancière, est débitrice de la communauté? 1 mars. — Le créancier inscrit sur un immeuble qui rembourse un créancier à l'hypothèque générale, profite-t-il de tous les avantages attachés à la créance remboursée? *Spécialement* le créancier préférable à celui qui s'est fait subroger, mais postérieur à celui dans les droits duquel la subrogation a eu lieu, peut-il, en venant ultérieurement réclamer pour lui-même le bénéfice de la subrogation, faire revivre sur le premier immeuble le droit hypothécaire éteint par la main-levée donnée par le créancier subrogé? 30 janv. — Lorsque l'acquéreur, qui est aussi créancier inscrit sur l'immeuble, est, par son contrat ou par son fait, obligé personnellement au paiement des dettes hypothécaires, le payement qui lui fait (avec subrogation à son profit), à un créancier qui lui est préférable, éteint-il la créance acquittée de manière qu'il puisse se prévaloir de la subrogation? 21 mars. — *V. Hypothèque.*

Substitution prohibée. Résulte-t-elle de la clause par laquelle le testateur a légué un des immeubles, sous la condition que, si le légataire n'a pas d'enfants, il sera chargé de conserver et de rendre l'immeuble donné à une tierce personne désignée? 1 mai. — Autre exemple, 1 mai. — *Quid* du legs qui laisse au légataire le soin de distribuer, plus tard, entre ses nièces les biens qui lui sont légués, sans aucune charge de conserver et de rendre? 27 juin.

Succession. Est-elle valable la renonciation à succession reçue par le greffier hors du greffe dans un domicile privé? 15 nov. — La disposition de l'art. 792 du Code Nap. qui prive l'héritier qui a recélé des effets de la succession de toute part dans lesdits effets, s'applique-t-elle à l'héritier qui a omis de rapporter à la masse de la succession les objets que le défunt leur avait donnés par acte entre vifs en avancement d'hoirie? 14, 22 nov. — Le principe en vertu duquel la part de l'héritier renonçant accroît à ses héritiers, s'applique-t-elle aux renonciations tacites? 15 déc. — Succession de la duchesse de Plaisance. Héritiers américains revendiquant la part de la ligne maternelle, 19 juin. — Réclamation d'une succession anglaise (affaire Conolly), 19 juin. — *V. Rapport.*

Succession bénéficiaire. V. Compensation.

Suicide. Affaire de vol de billets de Banque avec tortures, 6 janv. — Poursuites pour affaires de religion, 14 déc.

Suicide. D'un individu arrêté qui se jette à l'eau, 3 janv., 20 mars. — Dans un violon, 19, 27 mai. — Dans une voiture, 1, 5 juin. — Un ouvrier à la suite d'une rixe, 1, 20 janv., 9 juin, 7 juillet, 6 sept., 23, 25 novembre. — Par l'asphyxie, femmes, 6 février, 23 août. — Une femme qui tombe sur un glaçon, 25 déc. — Dans un restaurant, 31 janv. — Dans une baignoire, 19 déc. — Sous une voiture, 19 déc. — Sous une locomotive, 28 fév. — Un cordonnier arrêté, 27 sept. — A Pantin, 7 juin. — A Charenton-St-Maurice, 12 juin. — Au bois de Boulogne, 25 mai, 9, 28 juin, 8 juillet. — Dans un champ sur la route de Saint-Ouen, 24 avril. — Dans l'Aisne, un perrier amoureux, 7 mars. — Un jeune homme dans le convoi du chemin de fer de Paris à Caen, 24 nov. — Justice anglaise sur le suicide, 30 août.

Suisse. Nouveau Code pénal dans le canton d'Argovie. Disposition pour la bastonnade spéciale aux étrangers, 30 mai.

Surenchère. Celle sur aliénation volontaire peut-elle être rétractée par le désistement du créancier surenchérisseur, du consentement des autres créanciers hypothécaires, sans l'agrément de l'acquéreur surenchéri? 27 avril. — Celle sur vente par autorité de justice doit-elle porter et sur le prix principal et sur les autres charges faisant partie du prix? 29 nov. — Peut-elle exercer la surenchère du dixième la femme séparée de biens contre laquelle son mari a formé une demande en licitation d'un immeuble acquis en commun, et créancière inscrite sur l'immeuble licité? 24 oct. — Le colicitant peut-il surenchérir du sixième le prix de l'immeuble licité? 29 nov.

Surveillance de la haute police. V. Commutation.

Surveillance légitime. L'impossibilité pour un Tribunal de se constituer doit-elle être assimilée au cas de suspicion légitime et par suite motiver le renvoi devant un autre? 28 avril.

T

Table de la valeur des troupeaux. V. Vente.

Tableau. V. Vente.

Taxe. Projet de loi sur la taxe des voitures et des chevaux, 23 avril. — Rapport de la commission, 15 avril. — Autre sur les chiens, 5 avril. — *V. Appels, Bouchers, Matière sommaire.*

Taxe de la viande. Ordonnance du préfet de police, 3 oct. — Circulaire, 14 oct. — Autre circulaire, 16 nov.

Télégraphie. V. Prusse.

Terme de grâce. Quand y a-t-il déchéance pour le débiteur? 4 janv.

Terres vaines et vagues. L'Etat peut-il revendiquer contre un particulier celles qui ont appartenu à une communauté religieuse, sans prouver que cette communauté les possédait à titre privé? 5 juin. — *V. Commune.*

Testament. Est-il nul le testament olographe lorsque le testateur, pour l'écrire, a eu recours à l'assistance d'un main étranger? 25 janv. — *Quid* pour erreur de date? 9 mai. — *Quid* lorsque le quantième du mois n'est pas indiqué? 30 juin. — *Quid* lorsqu'un mot a été ajouté au millésime écrit en lettres? 5 oct. — La clause révoicatoire d'un précédent testament, insérée dans un testament nul pour vice de forme, annule-t-elle le précédent testament? 11 avril. — Est-ce au légataire universel qu'incombe la preuve de la sincérité du testament olographe dont l'écriture est déniée par les héritiers du sang non réservataires? 13 juin, 16 nov. — Le testament authentique est-il valable si rien ne constate que lecture a été faite de la partie de ce testament relative à la déclaration de ne pouvoir signer? 9, 16 mai, 5, 13 juin. — *Quid* avec des surcharges, 20 août. — Le testament mystique est-il réputé scellé dans le sens de l'art. 976 du Code Nap. s'il est cacheté de cire sans aucune empreinte? 2 août. — Peut-il donner prise à la cassation l'arrêté qui a annulé un testament pour cause de suggestion et de captation? 20 déc. — Testament de l'empereur.

Deuxième Partie.

NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES.

8 sept. — Amilhaut, 29 mars. — Amourette, 24 juil. — Amoureux, 6 fév., 25 juil., 15 déc.

Ancl, 10 janv. — Ancellet, 7 avril. — Ancelot, 1 mai, 10 août. — Anderson, 6 juil., 12 déc. — Andogne, 31 août. — André, 14, 16 janv., 28 août. — André (De), 1 déc. — Angerin, 2 fév. — Angibout, 18 janv. — Anglès, 7 mars. — Anna, 13 juin. — Ansart, 17 août. — Antoine, 2 fév. — Antonelli (cardinal), 14 juin. — Antonetti, 1 déc.

Arbey, 4 avril. — Arbin, 15 sept. — Arboussat, 15 juil. — Ardoin (compagnie), 16 janv. — Aréat, 12 déc. — Arène (Fe), 22, 16 sept. — Arguiche, 4 mai, 25 août, 15 sept. — Arjoux (Fe), 31 janv. — Arnaud, Arnauld ou Arnault, 30 janv., 25 mars, 14 juin, 4, 29 sept., 3 oct. — Arnaud (fille), 23 sept. — Arnaud-Berrot, 16 janv. — Arnaudeau, 9 juin, 15 août. — Arnoul, 29 nov. — Arnoux, 8, 25 mars, 9 mai. — Arondel, 7 août. — Aroux, 17 avril. — Arpajon (commune), 27 avril. — Arquiche, 4 mai. — Arrault (Ve), 26 juil. — Arrighi, 3 nov. — Arthenn (De), 20 nov.

Aswell, 9, 11 sept. — Assé, 7 déc. — Assier et Ce, 24 juil. — Assurances générales (compagnie), 4 août, 21 nov. — Astorg, 13 juil. — Astruc, 16 mars.

Attibert, 10, 17 oct.

Aubépin, 29 mai. — Aubert, 18 mars, 28 avril, 15 mai. — Aubert et Girard, 14 fév., 25 avril, 28 avril. — Aubré, 7 oct. — Aubry (magistrat), 1 mai. — Aubujon de la Murinais (Ve), 13 juil. — Aucher, 16 mars. — Auchier, 26 juin. — Aucour, 13 juil. — Audeval, 26 août. — Audiat, 3 janv. — Audier, 13 oct. — Audjane (Ve), 2 août. — Audineau, 11 avril. — Augan (De), 23 août. — Augery, 9 fév., 13, 24 juil., 13 déc. — Augerd, 8 mai. — Auguste, 27 oct. — Aumont, 20 nov. — Aury, 10, 17 oct. — Aurière, 23 août. — Aurignac, 15 juil. — Aury, 7 fév. — Aussal, 15 sept., 11 nov., 25 déc. — Aus-

tin, 10 août. — Autier, 14 août. — Autofage, 25 oct. — Auzergue, 3 août. — Ausias, 21 déc. — Auzolle, 23 janv., 2 fév., 7 avril. — Auxoux, 8 fév.

Avenelle, 25 déc. — Avequin (Ve), 8 nov. — Avias, 7 fév., 24 oct.

Ayasse, 3 janv. — Ayelle, 23 oct. — Aymé, 27 mars.

Azeau, 28 août.

B

B., 6, 4, 12 janv., 27 juil., 12 août. — B., agent d'affaires, 5 janv. — B. (notaire), 27 oct. — B. (Victor), 3 janv. — B. (Melchior), 1 août. — B. (De), 13 avril. — B. (Dlle), 28 août, 6, 24 oct. — B. (Dlle), à Madrid, 4 janv. — B. (fille), 4 juil. — B. (de Sevrès), 21 nov. — B. (comte de), 20 déc.

Babaut, 1 juil. — Babin, 23 nov. — Babide (Ve), 12 avril. — Babou, 1 juil. — Babuty, 30 mai. — Bacard, 25 mai. — Bacara, 27 mai. — Bachelier, 18 nov. — Baconnet, 23, 25 nov., 1 déc. — Bacquet, 26 mai. — Badence, 5 juin. — Badin, 7 septembre. — Badin Kennedy et Ce, 8 mai, 8 août. — Badoiller de Sainte Seine, 14 août. — Bagnères, 3 déc. — Baillet, 13 oct. — Bailleur (fille), 12 sept. — Bajou, 14 fév. — Baland, 9 mars. — Baliet (commune), 7 juil. — Baligand (De), 25, 26 août. — Baligand de la Feuillière (Ve), 5 oct. — Ballard, 5 avril. — Ballin, 31 juil. — Balmat, 2 oct. — Balloft (Dlles), 16 janv. — Banos (fille), 24 avril. — Bapt, 22 sept. — Bara-

nelle, 10, 11, 12 juin, 24 mars, 15 avril, 4 mai, 10 juil. — Baranes, 21 juil. — Barat, 24 mars. — Barban, 23 janv., 1 fév., 13 janv., 14 déc. — Barbé, 6 oct. — Barbe-Lafayette, 18 déc. — Barbès, 28 janv. — Barbet, 14 déc. — Barbier, 29 nov. — Barbur (Fe), 15 juil. — Bardel, 1 mai. — Bardet, 29 sept. — Bardon, 25 fév. — Bardoux (fille), 6 juil. — Barde, 29 sept. — Barillet (Fe), 26 janv. — Barjoud, 3 mai. — Barjoud, 19 janv. — Barnard, 5 avril. — Baron, 23 juin, 17 nov. — Baronne (Ve), 22 mai. — Baromet (Fe), 22 sept. — Barré, 18, 16 janv. — Barral, 1 mai. — Barraud, 17 janv. — Barre, 18, 16 janv. — Barrère (Ve), 3 août. — Barrères, 2 mars. — Barre, 16 oct. — Barret de Nasaris, 12, 13 août. — Barrois, 21 janv. — Barriol, 15 déc. — Barroilhet, 24 août. — Barrois, 21 janv. — Barthel, 31 oct. — Barthélemy (de Londres), 6, 7, 24 janv. — Barthélemy (Fe), 22 juin. — Bartomeux, 18 déc. — Bas, 3 oct. — Bassin, 25 mars. — Bastide, 27 avril. — Bauchard, 23 nov. — Batifol, 5 déc. — Bauby, 23 janv. — Baude, 23 sept. — Baucher, 11 mars, 9 mai. — Baude, 10 mars, 23, 26 sept. — Baudet-Dutacq, 17 nov. — Baudier, 1 fév. — Baudier (fille), 6 sept. — Baudin, 4 fév. — Baudouin, 26 janv. — Baudry (Fe), Baudouin (Ve), 10 mars. — Baudry, 16 janv. — Bayle, 17 avril. — Bayados, 9 juin. — Bayard, 18 nov. — Bayard (société), 6 mai. — Bazac, 13 fév. — *Basar Bonne-Nouvelle* (société), 12 juil. — Bazile, 31 janv., 16 sept., 10 au 17 oct., 30 déc. — Bazile-Bazin, 14 déc. — Bazin (fille), 26 janv. — Beauvais, 19, 11 juil. — Beauvais, 17 fév., 14 juil. — Beaumais, 19 sept. — Beauffère, 26 juil. — Beaujon, 3 avril. — Beaumais, 19 sept. — Beaumont, 11 janv., 4 juil. — Beaune, 14 avril. — Beauteport, 14 nov. — Beaurgard (Fe), 29 janv. — Beauvau-Cressat, 25 sept., 7 déc. — Beauvalon, 22 avril. — Beauville, 23 (de), 29 mars, 18 déc. — Beauvieux, 23 mai. — Beauville, 23 nov. — Beauvois, 19 mai. — Beaux, 24 nov. — Béchard, 23

U

Ultra petita. Application de cette règle, 20 janv.

Usine. Question du règlement des indemnités de chômage à une usine vendue nationalement. Doit-il être tenu compte de travaux extérieurs non autorisés? 26 juillet. — Doit-il être fait des offres d'indemnité, une fois payée, à des propriétaires d'usines qui ont été détruites par la destruction des bâtiments provenant d'un incendie? Quand l'usine peut-elle être réputée totalement détruite? 2 oct.

Usure. Peut-on réunir l'action privée à l'action publique en matière de délit d'habitude d'usure? *Quid* sous l'empire de la loi du 19 déc. 1850? 19 déc. — Les Tribunaux correctionnels sont-ils souverains pour apprécier le délit d'habitude d'usure? 28 avril, 2 mai, 10 juin. — L'opération commerciale convertie en acte authentique peut-elle conserver le taux de l'intérêt commercial primitivement consenti? 2 mai, 10 juin. — Est-elle valable la stipulation entre associés que tous les versements de fonds faits respectivement par eux en compte courant et tous les retraits de sommes versées produisent intérêt à 6 o/o et une commission de 3 o/o, au total 9 o/o? 24 oct.

V

Vagabondage. Celui qui est en état de rupture de ban peut-il être poursuivi en même temps pour vagabondage? 8 sept.

Vente. Dans le cas d'une vente à l'acquéreur avec faculté d'entreprendre, l'acheteur qui a opté pour la livraison à l'entrepreneur profite-t-il, à l'exclusion du vendeur, de la diminution des droits survenus en faveur de la marchandise vendue dans l'intervalle du marché à la livraison? 13 mars, 11 déc. — Dans la vente d'un tableau, le vendeur est-il garant du nom de l'auteur ou duquel il attribue l'œuvre? 7 juil.

Vente à réméré. Transfère-t-elle à l'acquéreur tous les droits du propriétaire, de telle sorte que l'entrée de l'immeuble soit interdite au vendeur? 6 déc.

Vente de grains en vert. Condamnation en confiscation de 300 doubles décalitres de blé, 21 déc.

Vente immobilière. Les ventes faites par autorité de justice sont-elles affranchies de la garantie des vices cachés? *Quid* de la non déclaration dans le cahier des charges d'un arrêté préfectoral prescrivant le dérasement du déversoir d'un moulin? 18 nov. — L'acquéreur a-t-il le droit de retenir son prix, aux termes de l'art. 777 du Code de procédure civile, le cas de l'extrait des inscriptions et dénominations qu'il a faites de son titre aux créanciers inscrits sur l'immeuble par lui acquis lorsque les frais n'ont pas été mis à sa charge, en sus de son prix, par une clause expresse du contrat de vente? 4 juil. — Quel est l'effet de la vente collective de l'usufruit et de la nue-propriété dans un seul et même acte par l'usufruitier et le nu-propriétaire? L'usufruitier a-t-il un privilège de vendeur pouvant s'exercer sur le prix total de l'immeuble lors de sa revente? Le décès de l'usufruitier fait-il perdre ce privilège à ses héritiers? 24 juil.

Vinade de boucherie. V. Arrêté municipal, Taxe.

Vice rédhibitoire. La loi du 20 mai 1838 s'applique-t-elle à la vente des pores? 18 avril. — *V. Action rédhibitoire.*

Voie. Dans les rues qui ne font pas partie de la grande voirie (dans l'espèce, rues de Paris), le propriétaire qui a fait des constructions en saillie doit-il être condamné à les démolir? 27 juil. — Les infractions aux règlements sur l'écoulement des eaux des maisons de Paris constituent-elles des contraventions du ressort du conseil de préfecture? 2 août. — *Quid* des constatations sur les dispositions des constructions? 2 août.

Voiture. Les entrepreneurs de transport sont-ils responsables de la perte des groupes d'argent dont ils se chargent? 14 sept. — Même question pour des lingots d'or, 14 nov. — Sont-ils responsables après la délivrance des colis aux destinations? 27 oct. — Les entrepreneurs de voitures de place sont-ils responsables des bagages des voyageurs? 22, 23 sept. — Le décret de 1852 (prohibition au cochier de descendre de son siège) s'applique-t-elle aux voitures de transport en commun faisant le service des environs de Paris? 25 janv. — Le voiturier transportant la récolte du propriétaire doit-il être porteur d'une lettre de voiture? 18 juil. — *V. Transport de lettres.*

Vol. Y a-t-il vol de la part de celui qui, trouvant des valeurs, les négocie sans rechercher le propriétaire? 15 nov. — A l'aveugle, 15 juil. — Chez plusieurs commissaires-priseurs, 8 nov. — De quinze chronomètres au Palais de l'Industrie, 15 juil. — Par un portier, 24 juin. — Par un employé du chemin de fer de l'Ouest d'un group de 60,000 fr., 18 janv. — Une hardie voleuse, 11 déc. — D'une somme de 50,000 fr. à M. de T..., chimiste, 18 janv. — De linges dans le faubourg Saint-Germain, 13 juil. — De linge à un restaurant des environs du Palais-Royal, 1 juil. — A l'étalage des marchandises par une bande de petits voleurs, 19 janv. — Au Palais de l'Industrie, 18 nov. — Au Louvre, de matériaux par des ouvriers, 23 janv. — Au passage du bœuf gras, 21 fév. — D'une voiture et d'un cheval, 12 déc. — D'un pantalon, 23 fév. — D'une paire de bottes vernies, 22 nov. — De lingerie, 7 août. — De plomb, 16 mai. — Dans la chapelle de Saint-Vincent-de-Paul, rue de Sévres, 6 janv. — Dans l'église de Montmartre, 13 janv. — Dans celle de Sainte-Généviève, 2 fév. — De 13 valeurs industrielles à Toulon, 16 juin. — Dans la chapelle de Notre-Dame-de-la-Garde à Marseille, 13 fév. — Habileté des voleurs en Angleterre, 25 oct. — De billets de banque contenus dans des lettres en Prusse, 9 sept.

Voyage de l'Empereur à Londres. 17 avril et jours suiv.

